ALTERNATIVE libertaire

AL 215 - MARS 1999

NOURRIE D'ACTION DIRECTE
ET DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE, VOICI…

La génération "collectifs"

ÉDITORIAL - Ruptures - Septième camp'anar - UL Bruxelles de la CAT

BREF - École libertaire Bonaventure… (recherche animatrice/teur)

BREF - ATTAC (présentation)
BREF - Appel en faveur des détenues d'Action Directe - Collectif
L'AIR DU TEMPS - 1999, année électorale - Georges - Carlo Levi
COLLECTIF SANS NOM - Résister c'est créer - D.V./Centre Social
MOUVEMENT - Espace de création et carrefour des luttes - Centre Social
CARTE DE VISITE - Qui sommes-nous ? - Centre Social Bxl
MOUVEMENT DES SANS-PAPIERS - Des sans-papiers et nous... - Cataline
CONTRE LES EXPULSIONS - Dernières nouvelles du front..
EN MOUVEMENT - Agir avec les collectifs - Collectif contre les expulsions
SANS-PAPIERS - Manif européenne à Paris le 27 mars - No Pasaran
SANS-PAPIERS - Paris, 27 mars - Appel du mouvement des invisibles italiens
COLLECTIFS - Après le votre de l'article 79 - Chômeur, pas chien !
DICTATURE OU DÉMOCRATIE - Le mystère des limites - Chiquet Mawet

RUPTURE - France : naissance d'Écologie Sociale - Collectif
NOTRE ENQUÊTE - Secte : Le Mouvement Humaniste - Claudio
"AFFAIRES" - Fabienne Jaupart, énième mort suspecte - Comités Blancs
"AFFAIRES" - Pourquoi il faut écouter Régina Louf - Le journal du Médecin
PARUTION - Le n°3 de la revue Réfraction - Présentation
SERVICES PUBLICS - Libertaire, égalitaire, fraternitaire - FA
NOTRE HISTOIRE - Increvables anarchistes (volume 5) - Collectif

24 AVRIL 1999
Centre Social Bruxelles
Septième Camp'anar

RUPTURES !

Collectif Sans Nom, *Collectifs contre les expulsions*, *Collectifs sans ticket*, *Collectifs de chômeurs*... par-delà la diversité des dynamiques et des champs d'intervention, la "génération collectifs" partage et propage un arrière-fond commun, une quasi-culture de la résistance, ancrée dans le souci permanent de la **rupture**.

Rupture avec l'emprise et la légalité des maîtres (qu'ils soient maîtres du sol, du temps, de l'information, des concepts...). Rupture avec les normes imposées, par la mise en œuvre du principe d'autonomie (capacité à élaborer ses propres règles).

Rupture aussi, par là-même, avec des schémas et des postures classiques du militantisme : la distinction commode entre "réformiste" et "révolutionnaire", l'importance accordée au critère quantitatif (et à ses objectifs dérivés, les "mobilisation", "plate-forme" et autre "fédération"), la subordination à l'"agenda des dominants" (échéances électorales, votes parlementaires, sommets européens et cie), la conception publicitaire de l'engagement (axée sur le fantasme du "travailleur moyen" ou du "chômeur type" à conquérir), l'embourbement dans le discours de la complexité et l'impératif de l'approche "globale"...

Car cette série de ruptures se veut toujours déjà **ouverture**, *ouverture d'autres possibles humains* au quotidien, brèche ménagée *ici et maintenant*, dans notre environnement immédiat (l'immeuble d'à côté, le bureau de chômage, le transport en commun...), par un acte somme toute mineur, anodin même (entrer dans un bâtiment abandonné, montrer une carte de transport, ouvrir un grillage...), un acte extérieur au profil

militant ou à la perspective rédemptrice d'un *autre futur* ("global", "alternatif", "révolutionné"...).

Pour reprendre le titre de l'article publié en page 5, le "carrefour des luttes" permanent des collectifs et du *Centre social* nous rappelle que, nécessairement, *résister, c'est créer*.

Attentisme

Les réactions le plus couramment enregistrées dans le milieu libertaire face à cet "autre" visage des luttes relèvent quasiment toujours de la franche sympathie voire du soutien direct... mais s'accompagnent aussi parfois de réserves et de soupçons sur la "consistance" de ces initiatives : *Combien de temps cela durera-t-il ?!*, *Sont-elles porteuses d'une alternative globale de société ?*, *Sont-elles assez "radicales" ?*, *Valent-elles pour d'autres que ceux qui les lancent ?*, etc.

Autant de questions ou de considérations qui paraissent témoigner d'une forme d'anxiété, d'inconfort... et qui semblent presque ramener le choix en faveur d'une organisation proprement anarchiste à une recherche de sécurité (le besoin d'un "ancrage identitaire") et d'apaisement intellectuel (pouvoir imaginer ensemble ce que nous promet la "société libertaire").

Renforcer le mouvement

L'engagement anarchiste ne peut cependant être assimilé, loin s'en faut, à une "profession de foi" stérile, encore moins à une fixation organisationnelle. Ne donne-t-il pas sa pleine mesure, lui aussi, au quotidien, dans l'épaisseur du présent, au travers de principes et de pratiques semés à tous vents, plus que dans l'étroitesse d'un hypothétique "meilleur des mondes" accessible aux convertis...

La vigueur de la perspective libertaire et la multiplicité actuelle des approches qui s'en réclament (anarchisme "spécifique", anarcho-syndicalisme, municipalisme libertaire...) doivent nous permettre d'accueillir toute forme de démarche avec l'assurance nécessaire à

l'évolution, au métissage... tant il est vrai qu'une identité s'affirme à l'épreuve de la différence.

Voilà en tout cas l'optique dans laquelle nous proposons d'aborder ce septième *camp'anar* : tenter d'approfondir la *confrontation des pratiques et des spécificités* des participants, afin que chacun puisse dégager de la rencontre de quoi *renforcer ses propres projets*, de quoi raffermir les résistances qu'il développe.

Poursuivons le débat

Les échanges en la matière n'ont pu être qu'entamés au cours du *camp'anar* d'octobre 98 à Tournai, et pourtant, chose en fin de compte assez rare, un réel débat en était sorti. L'Union Locale bruxelloise de la *Coordination Autonome des Travailleurs* vous invite cordialement à remettre le couvert **le samedi 24 avril**, dans le seul cadre incontournable en l'occurrence : celui du *Centre social*.

Union locale bruxelloise de la CAT

Les Ami(e)s d'Alternative Libertaire vous invitent au septième "camp'anar" organisé par l'Union locale de la CAT le 24 avril dès 14h au Centre Social (167 rue de la Victoire à 1060 Bruxelles)
Participation aux frais : 250 fb ou 50 ff

Une inscription préalable est indispensable pour éviter les gaspis !

Nom et Prénom

Adresse et téléphone

Je réserve pour le repas du samedi 24 avril à 19h30

..... personne(s) = ...

que je verse sur le compte 001-0536851-32 ou par chèque

À renvoyer à Alternative Libertaire, BP 103 à 1050 Ixelles 1

ou par fax au 02/649.40.46 - par e-mail à roger.noel@skynet.be

---

École libertaire Bonaventure

Le Centre d'Éducation Libertaire *Bonaventure* recherche un(e) animateur/trice, éducateur/trice avec ou sans spécialisation... formé(e) ou non, ayant le désir de s'investir dans les domaines les plus divers de la pédagogie antiautoritaire, libertaire... (pour septembre 1999).

Aujourd'hui, *Bonaventure* accueille des enfants de 3 à 12 ans... Sur l'île d'Oléron, 11 enfants et des adultes vivent une aventure éducative, pédagogique et associative passionnante et toujours en construction. Animation et réalisation construites dans le cadre d'une équipe pédagogique, projets réalisés à partir de réunions décisionnelles d'enfants... volonté de faire partie d'un groupe d'adhérents composé de parents, de pédagogues, de militants associatifs, politiques et

syndicaux... engagés ensemble pour faire vivre et progresser cette structure et tout ce qui l'anime : les enfants.

Dans le cadre de la *Charte de Bonaventure*, les adultes participant au projet s'engagent pour une à trois années au maximum.

Si participer à ce projet vous intéresse, il vous est possible de nous contacter dès maintenant pour venir nous rencontrer avant juin 99 et vivre le quotidien de *Bonaventure*, pour, ensuite, vous engager formellement.

Ecole libertaire Bonaventure

35 Allée de l'Angle - Chaucre - 17190 St Georges d'Oléron - Tél 05.46.75.08.92 Fax 05.46.76.82.60 - mail *Bonaventure@wanadoo.fr*.

ATTAC

Pendant qu'à Davos les maîtres du monde se grattent la tête en vain, et admettent que la triomphale marche en avant de la globalisation a salement dérapé, que personne n'avait vu venir la ruine de la Russie, la panique des dragons asiatiques, le plongeon du Japon, le péril du Brésil, qu'on redoute maintenant l'implosion de la Chine, et qu'on navigue désormais à l'aveuglette, pendant ce grattage de tête, donc, voilà qu'une idée lancée voilà vingt ans par un économiste, et pas n'importe lequel, *James Tobin*, un Prix Nobel, revient sur le tapis.

Ledit *Tobin* dresse ce constat : puisque les capitaux privés se promènent librement à la surface de la planète, sautant les frontières en se jouant, et que chaque jour 1.500 milliards de dollars changent de mains, et que 80% de cette somme ne cherchent même pas à s'investir mais ne font que circuler, frénétiques et volatils, pour satisfaire au bonheur des spéculateurs, puisque les marchés financiers ressemblent désormais à un casino en délire, en proie à d'irrationnels emballements et paniques, et qu'ils finissent par détruire les économies locales et

l'emploi, tentons de récupérer des miettes de ces richesses, et de *jeter du sable dans les rouages de la spéculation* en taxant les mouvements financiers, pas trop fort, 0,5%. Et d'expliquer que si on taxe bien le travail, puisqu'il rapporte de l'argent, alors pourquoi ne pas taxer l'argent qui rapporte de l'argent et pas du tout de travail ? Les *tobinistes* estiment à 100 milliards de dollars par an le pactole qui pourrait être ainsi dégagé, ce qui n'est pas rien, et serait utile : selon le PNUD (*Programme des Nations unies pour le développement*), 40 milliards suffiraient à satisfaire les besoins essentiels des pays sous-développés.

Aux États-Unis, cette idée est discutée tous azimuts. En France, elle a été relancée, fin 1997, par *Le Monde diplomatique* et séduit surtout *la gauche de la gauche*. Les *tobinistes* se retrouvent au sein d'ATTAC (*Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens*), une association qui annonce 6.000 membres, une centaine de comités locaux, qui a organisé début février à Davos, un *contre-Davos*.

Attac
9 bis, rue de Valence, 75005 Paris

Appel en faveur des détenues d'Action Directe

Dans un appel rendu public le 1er février par *Libération*, seize personnalités demandent à la ministre française de la Justice une normalisation des conditions de détention de Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon. Toutes deux ont appartenu à *Action directe*, qui *au nom de la lutte anti-impérialiste*, a revendiqué des hold-up, des attentats et des

assassinats. Celui du général René Audran, abattu en janvier 1985, et de Georges Besse, le patron de Renault, tué en novembre 1986. En février 1987, Rouillan, Cipriani, Aubron et Ménigon sont arrêtés. C'est la fin d'*Action Directe*. Tous quatre ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, assortis d'une période de sûreté de 18 ans.

Aujourd'hui, incarcérées à Fleury-Mérogis, Aubron et Ménigon vivent sans bénéficier du régime carcéral réservé aux longues peines. Il y a un an et demi, Ménigon a été victime d'un grave accident cérébro-vasculaire et a sombré dans la dépression. *Il ne s'agit pas de prendre parti sur les faits, mais après tant d'années, une telle rigueur nous a semblé vraiment insupportable*, raconte Henri Malberg, élu PCF de Paris. *C'est pourquoi nous avons décidé de rédiger cet appel. Pour nous, il s'agit d'un acte d'humanité élémentaire.*

Voici le texte de cet appel

Depuis douze ans, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani sont incarcérés pour "association de malfaiteurs" et "assassinats". Ils étaient membres du groupe "Action Directe". Condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité avec une peine de sûreté de 18 ans, ils ne sortiront pas avant de longues années. Et, comme tous les condamnés à d'aussi longues peines, ils doivent bénéficier d'un régime qui humanise la vie carcérale. Or, les conditions exceptionnelles de détention des deux femmes, leur isolement, les visites qui leur sont accordées avec parcimonie, la censure exercée sur leur courrier, rendent insupportable leur vie en prison. Pourtant, rien, ni dans leur comportement, ni dans le danger social qu'elles représentent désormais ne peut le justifier. D'autant que Nathalie Ménigon et Georges Cipriani sont gravement malades. La force d'une démocratie réside en sa capacité de traiter avec humanité ceux qu'elle considère comme ayant attenté à ses valeurs. Solennellement, nous demandons qu'un traitement conforme à la dignité de la personne soit appliquée à Nathalie Ménigon et à Joëlle Aubron.

Signataires : Daniel Bensaïd (philosophe), Nicole Borvo (PCF), Corcuff (sociologue), Dan Franck (écrivain), Jean-François Fontana (SUD-

Éducation), Henri Leclerc (président de la Ligue des droits de l'homme), Henri Malberg (PCF), Laurent Schwartz (mathématicien), Catherine Vieu-Charier (PCF), Pierre Vidal-Naquet (historien), Anne Crenier, Pierre Gouzenne, Raphaël Grandfils, Frédéric Paris, Gilles Sainati et Ulrich Schalchi (Syndicat de la Magistrature).

LU DANS LA PRESSE ASSOCIATIVE

1999, année électorale (mais pas érotique)

Alors que les sectes fantasment sur la fin du monde, que "Air" Jordan prend sa retraite à 30 ans avec un pécule de plusieurs milliards de dollars, que les Bourses bandent avec l'Euro, que l'Irak se prend des "frappes chirurgicales" sur la tronche, que... que... que... nous devons sacrifier aux vœux de nouvel an !

Soit. N'ayant pas la vocation de remettre à l'au-delà, ni à l'année prochaine à Marienbad, mes revendications pour un monde meilleur (faudra quand même que l'on renouvelle cette formule !), je passe outre les bonnes intentions et les vœux d'Albert pour affirmer ce qui suit.

Donc, nous allons aux élections. Législatives, régionales et européennes. On pourrait déjà se demander si l'accumulation d'élections diverses le même jour n'est pas de nature à piéger l'électeur. En effet, face au nombre de bulletins à remplir et au nombre de listes qui s'y trouvent, et qui sont souvent différentes, la tentation de mettre son petit point rouge sur les listes traditionnelles, car connues, ne peut qu'être majoritaire.

Cela étant, les prétentions de nouvelles petites listes, style PNPB, Vivant, et autres ID2, ne tiennent pas la route face aux enjeux de cette fin de millénaire. Car le verrouillage du processus parlementaire d'un part, de la maîtrise des mécanismes économiques d'autre part, favorisent largement les partis traditionnels, y compris Écolo.

Et les listes de gauche ? Entre le Parti Communiste qui se cherche un nouveau souffle, le PTB qui se retire au profit de la liste de D'Orazio et le POS qui n'en fini pas d'existencialiser ferme, l'espace est plus que réduit. Incidemment, une question qui est rarement posée est celle de l'utilité de participer aux foires électorales ! En effet, les quelques rares % obtenus par les petits partis de gauche n'offrent aucune possibilité de levier parlementaire pour développer des alternatives. Toutes les victoires de ces vingt dernières années n'ont été obtenues que par *la lutte au quotidien* et dans la rue ! Enfin, je reste persuadé que si les élections pouvaient vraiment changer les choses, elles seraient interdites !

Reste alors... les partis fascistes !

99, année électorale (démocratique ?)

Bien que le parlement ait adopté la loi sur la dotation des partis racistes, la présence de listes fascistes sera, une fois de plus, l'élément de risque dans ces élections. L'offensive du Vlaams Blok sur Bruxelles, l'alliance Front National-Agir, la multiplication des actions de REF contre les réfugiés, la propagande du Front Nouveau, montrent que les fascistes ne désarment pas. Pire, les partis traditionnels eux-mêmes leur donnent des facilités ! Car malgré la loi sur la dotation financière, la classe politique poursuit son programme de criminalisation des citoyens et des associations ainsi que le renforcement des appareils répressifs, sans compter sur le cynisme, le mépris et le racisme affichés dans le dossier des Sans-papiers.

Il s'agit bien là d'une volonté politique de ne pas résoudre les inégalités sociales, de ne pas remettre en cause les fondements du sacro-saint marché et de poursuivre les violations des Droits humains. Il s'agit là également du terreau sur lequel pousse le fascisme !

Du décret Suykerbuyck au projet de loi légalisant les perquisitions chez les chômeurs, de l'article 324 bis à la police unique de fait, des facilités offertes aux fraudeurs fiscaux à la chasse aux journalistes d'investigation, des affaires étouffées aux "petits avions d'affaire" pour expulser les réfugiés, les thèmes ne manquent pas pour réjouir les fascistes.

Dès lors, le combat doit se mener sur tous les fronts. De la lutte antifasciste à la contestation systématique des mesures antidémocratiques et à la dénonciation des processus économiques qui produisent la misère.

C'est dans cette perspective que se situe le *Cercle Carlo Levi* à Liège.

99, année (anti)électorale

Comme vous le savez, le *Carlo* offre son infrastructure à divers collectifs de lutte : *Chômeur, pas chien !*, *Front Antifasciste*, *Groupe de refus de l'article 342/324 bis*, etc. Sans compter notre présence dans toute une série de manifestations (1er Mai, 8 Mai, manifestations contre les centres fermés, etc.). Par conséquent, cette année sera propice au renforcement de ces luttes. Car, pour nous, l'enjeu ne se situe pas dans l'urne mais bien *dans les luttes réelles*, dans la prise en charge de ces luttes par les citoyens eux-mêmes, dans la constitution d'un réseau de collectifs couvrant tous les terrains possibles, dans la mise en place d'un contre-pouvoir capable de créer un rapport de force tendant à renverser l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas la prétention de remplacer les partis défaillants, ni de prendre la "tête" d'un mouvement "d'avant-garde". Simplement d'être un lieu parmi de nombreux autres où les citoyens peuvent réhabiliter la politique au sens étymologique du terme, d'être un nœud de rencontres et d'expériences, d'être un espace de liberté autant que faire se peut. Si des expériences naissent chez nous avant de s'envoler vers d'autres espaces, tant mieux ! Si quelques groupes ou collectifs se réunissent quelques mois avant de rejoindre d'autres terrains, pourquoi pas ?

Il s'agit, avant tout, de produire sans cesse de la contestation, de concrétiser nos réflexions, de confronter les luttes et d'en tirer le meilleur afin de contribuer modestement mais réellement au mouvement des citoyens qui ne peut que s'amplifier. Car c'est une nécessité !

99, année électorale (et anti-étatique)

Un des aspects de ces luttes et de ces réflexions est la meilleure connaissance possible de l'adversaire. Ou des adversaires... L'État par exemple. Qui est-il vraiment, à quoi et à qui sert-il ? Quelle est son évolution face à la "crise" ? Quel est son rôle dans la mondialisation ? Autant de questions soulevées au jour le jour qui méritent que l'on s'y attarde.

En effet, le désengagement de l'État dans la gestion économique, le transfert des compétences vers l'Europe, le renforcement des mesures de type répressif en matière sociale, la systématisation des moyens de contrôle (carte de sécurité sociale, perquisitions des chômeurs, contrats de sécurité, etc.) indiquent déjà une évolution de l'État vers un rôle précis : celui d'appareil répressif au profit du Capital.

Mais comment et pourquoi ? C'est la question que s'est posée le *Groupe de refus de l'article 3421-24 bis*, le samedi 27 février dernier en organisant une après-midi de réflexion sur l'État et l'appareil répressif...

! **La place de l'État** belge dans l'Europe, sa nature et le développement de l'appareil répressif sera l'axe central de cette réflexion.

! **La réforme de la Justice** : confusion des pouvoirs, justice à plusieurs vitesses, dite de classe, disqualification de l'indépendance des juges, contrôle des enquêtes hors des parquets, autant de réalités qu'il importe de comprendre.

! **La réforme des polices** : proactivité, techniques spéciales d'enquêtes, manipulations de la gendarmerie, centralisation de l'information, uniformisation des techniques de communication et d'informatique,

fichage des opposants et missions "sociales" des services secrets. 1984 ?

! **La politique envers les étrangers** : centres fermés, expulsions, avions d'affaire pour déportés, double peine, racisme institutionnalisé : un exemple de discrimination et de criminalisation des citoyens.

Cette journée donnera lieu à la publication des actes des débats. Il importe, pour le *Groupe de refus* comme pour le *Carlo*, de poser une analyse critique du rôle de l'État afin de mieux le combattre ; mais aussi de donner les armes de la mise en perspective pour tous ceux qui luttent dans les différents Collectifs.

Georges
extrait du Bulletin du **Cercle Carlo Lévi**
48 rue St-Léonard, 4000 Liège

LE MOUVEMENT / CENTRE SOCIAL DE BRUXELLES

Résister, c'est crérer !

Cette histoire débute par la rencontre d'une vingtaine de personnes en octobre 97.

Celles-ci se mettent d'accord sur le minimum : mettre en place un *Centre social* à Bruxelles. Cette notion de *Centre social*, venue du sud de l'Europe (Italie, Espagne), désigne la volonté pratique de construire des pôles de coopération autonomes au sein de l'espace urbain. Se

traduisant notamment par l'occupation (de bâtiments inoccupés ou laissés à l'abandon), qui inscrit directement le projet dans la résistance, par son mode de gestion en assemblée et par sa radicalité, l'idée de *Centre social* nous a plu et nous avons tenté de la matérialiser dès février 1998.

Premières tentatives

Six jours d'expérience dans un bâtiment des Mutualités socialistes vide depuis trois ans, rue Philippe de Champagne, à Bruxelles, avant de se faire expulser par la police communale. Premier coup de sonde, premier geste qui, nous confirme dans notre idée : ce projet vaut la peine d'être construit.

Entre cette première ébauche de *Centre social* et l'occupation d'un autre bâtiment inoccupé - depuis neuf ans celui-là - à la Porte de Hal, deux mois pour intégrer les nouveaux et pour penser, affiner notre pratique. D'avril 98 jusqu'à l'expulsion, fin août, nous nous confrontons petit à petit à la durée. Courte histoire, cinq mois c'est pas bien long, mais un rythme endiablé, une vie vécue à du cent à l'heure, une expérience politique, sociale, culturelle, organisationnelle, humaine qui laisse très peu de place à la certitude. Remises en question, conflits, moments de déprime succèdent ou précèdent les moments les plus importants : cette douce sensation qu'il nous est possible de construire, ici et maintenant, quelque chose d'un peu plus humain, c'est exister. Et. dans le même geste, s'essayer à transformer cette réalité trop imprégnée par les dogmes des bourreaux de la vie que sont les dominants et autres maîtres du sol, c'est résister.

Le Collectif Sans Nom

Le *Collectif Sans Nom*, c'est un peu cette envie d'exister tout en résistant. C'est la création, dans cet *espace libéré*, d'une multitude d'initiatives et de projets.

Espace de rencontres, de vie, de fête, agencé autour des luttes des *sans*, les *sans- papiers*, les *sans-abri*, les *sans-locaux*, les *sans-thune*, les *sans-ticket*, les *sans-emploi*...

Mais sans assistanat. Nous ne sommes pas là pour gérer la décomposition sociale. Nous ne sommes ni des gestionnaires de la misère ni des professionnels de la lutte publique.

Pas plus que nous ne nous retrouvons dans la fausse alternative qui consisterait soit à devenir *masse*, majoritaires, soit à rester un petit îlot confiné.

Des racines multiples

Autrement dit, nous ne sommes pas à la recherche d'un modèle qui nous dise ce que nous devons faire et penser.

Nous nous inscrivons, du moins collectivement, en dehors des grands courants de pensée et de pratique qui ont structuré les mouvements ouvrier et sociaux durant ce siècle, ou plutôt, pour le dire positivement, nous aimons dans le communisme cette idée du bien commun, dans l'anarchisme, cette conception de la liberté, dans 68 cette ou

verture et ce foisonnement, et dans tous ces lieux qui ont tenté ou qui essaient maintenant de vivre plus justement, cette espérance qu'il nous est possible de construire autre chose.

Aujourd'hui, c'est un *Centre social*, ancré au 167 rue de la Victoire à Saint-Gilles, investi par une multitude de sans-nom qui forment un collectif et qui produisent ensemble une singularité qu'il est difficile de définir de fixer, de classer. *Un devenir indiscernable*, comme le dit Deleuze, ou *la mauvaise herbe* de Brassens, allez savoir.

En tout cas, nous sommes entrés dans un processus. *Une minorité peut être plus nombreuse qu'une majorité. Ce qui définit la majorité c'est un modèle auquel il faut être conforme : par exemple l'européen moyen adulte mâle habitant en ville... Tandis qu'une minorité n'a pas de modèle, c'est un devenir, un processus* (1).

Ruptures

Une des choses qui nous lient depuis le début est la volonté d'effectuer un certain nombre de ruptures par rapport aux modèles qui nous ont été ou nous sont encore proposés / imposés. On peut schématiquement en désigner trois...

! **Rupture** par rapport à la logique marchande, avec sa figure du *winner* qui conçoit l'humain comme une marchandise provisoirement rentable.

! **Rupture** par rapport à la logique militante, avec sa figure de l'apôtre ou de la Rédemption qui conçoit son engagement comme un service rendu à l'organisation, au parti, et qui est pris dans des fonctionnements de pouvoir et de quantité.

! **Rupture** par rapport à la logique d'organisation segmentée, avec sa figure du représentant - que celle-ci se structure au niveau *macro* : scolaire, professionnel, syndical... ou *micro* : tissu associatif, mouvements et groupes progressistes...

Le terme **rupture** signifie que nous tentons d'ouvrir une brèche permettant de dégager des possibilités inconnues jusqu'alors. Par exemple, l'acte d'occuper un bâtiment ou celui de cisailler les grillages d'un centre fermé. La rupture ne se pose donc pas en termes d'opposition, ni de dénonciation. Au lieu de passer son temps et son énergie à casser brique par brique l'édifice d'un système gangrené par la seule valeur monétaire ou de combattre de grandes institutions mondiales *abstraites*, telles la Banque mondiale, le FMI... sur lesquelles nous n'avons que peu de prise (vous ne verrez sans doute pas le *Collectif Sans Nom* proposer une alternative globale au système capitaliste), mieux vaut peut-être placer son engagement dans une situation sur laquelle nous avons au moins une prise partielle. C'est-à-dire un peu plus d'autonomie.

Occuper, c'est un acte sur lequel nous avons prise ; ouvrir et libérer un centre fermé aussi ; mais qu'avons-nous comme poids sur la question globale de la propriété privée ou sur les flux migratoires ?

Autonomie

C'est une partie de la dimension de l'autonomie. Que la loi soit donnée par soi- même (collectivement / individuellement) ou par un autre (l'hétéronomie), la question reste ouverte : comment dans une situation *x* pouvons-nous travailler l'autonomie dans l'hétéronomie ambiante ? ou encore : comment, dans notre situation, structurée autour de pôles durs tels que la domination, la représentation, la sérialisation, pouvons- nous construire des pôles de liberté, de solidarité, d'autonomie, de solidarité ?

Effectuer ces ruptures, c'est prendre en compte l'hétérogénéité des éléments en présence, tout en sachant que nous n'avons pas de maîtrise globale sur elle, et tenter d'investir la situation en la subvertissant ou en y injectant de la force pour la modifier ou faire bouger sa structure même. *Mais dans tous les cas, il s'agit de créer une réalité nouvelle, d'expérimenter des formes de solidarité et de partage que la sérialité de la situation exclut* [...] *La seule chose qui était claire, dit un militant syndical argentin à propos de sa révolte politique, c'était que jamais nous n'allions prendre le pouvoir [...] C'est d'abord pour changer la vie, et non pour le pouvoir que l'on lutte* (2).

Passages à l'acte

Un de nos problèmes est donc d'effectuer ces ruptures, tout en y injectant de la vie. Cela passe, par exemple, par l'acte. Une parole, une manière d'être ensemble, une action... Il existe une multiplicité d'actes. C'est en cela que nous n'opposons pas un acte radical à un acte symbolique, ni le légal à l'illégal. Si à un moment donné une action dite illégale peut renforcer notre *puissance*, c'est-à-dire notre liberté, nous l'effectuons. C'est une question de conjoncture. Pensée et acte sont les deux faces d'un même problème, l'une étant la possibilité de la réalisation de l'autre.

Par là même, nous nous inscrivons dans un rapport à la réalité d'une manière autonome ou/et en mouvement. *Faire le mouvement, c'est passer à l'acte, établir le rapport humain*, note Châtelet, qui fait ensuite une distinction entre mouvement forcé et naturel. *Le mouvement forcé vient toujours d'en haut, d'une transcendance qui lui*

donne une fin [...] *C'est le contraire du mouvement naturel, qui ne se compose que de singularité et n'accumule que des voisinages, se déployant dans un espace qu'il crée à la mesure de ses détours ou de ses inflexions, procédant par connexions qui ne sont jamais préétablies, allant du collectif à l'individuel et inversement, de l'intérieur à l'extérieur et inversement* (3).

Occupation

Prenons par exemple le premier acte que nous avons posé collectivement, l'occupation. Il nous inscrit directement dans un autre rapport au sol que celui préconisé par les défenseurs de l'ordre institué.

D'un coté, ce qui est visible directement, c'est la résistance à la spéculation et au saccage qu'elle entraîne dans les quartiers et, évidemment, dans les relations humaines qui s'y enracinent. En même temps, cette réappropriation marque un autre type d'existence, une ouverture dans ce qui était fermé, la capacité de mettre en pratique quotidiennement les valeurs qui nous portent.

D'un autre coté, ce qui est moins visible dans cette *action restreinte* (4), c'est ce qu'elle soulève comme questions et qui dépasse le champ de l'occupation - ou, plus généralement, celui du droit au logement.

C'est toute la dimension du droit dans sa conception bourgeoise de la propriété privée et de la morale dans son rapport chrétien au vol. *Ce qui m'intéresse*, dit Deleuze, *ce n'est pas la loi, ni les lois (l'une est une notion vide, les autres, des notions complaisantes), ni même le droit ou les droits, c'est la jurisprudence. C'est la jurisprudence qui est vraiment créatrice du droit : il faudrait qu'elle ne reste pas confinée aux juges* [...] *Ce n'est pas d'un comité de sages, moral et pseudo compétent, dont on a besoin, mais de groupes d'usagers. C'est là qu'on passe du droit à la politique* (5).

Engagement éthique

Cet acte ouvre aussi le questionnement éthique *là ou la morale lie, canalise, unifie, l'éthique délie, dénoue les habitudes, vise l'existence hors des moules et des empreintes* (6).

Autrement dit, c'est la réappropriation singulière de la question des normes et des principes. Ce qui ne veut pas dire que tout est permis ou que nous tombons dans le *béni-oui-oui* des post-modernes. Nous inscrivons plutôt l'acte dans un rapport conflictuel à la norme.

La question n'est donc plus de choisir entre le bien et le mal mais plutôt, lorsqu'il s'agit de décider de faire telle ou telle chose, de trancher éthiquement : *Qu'est-il bon de faire, pour n'en point rajouter en matière de truanderie ?*

L'engagement éthique se définit aussi par rapport aux limites qu'il se donne et à la réflexion critique qu'il a sur ces mêmes limites. C'est l'autonomie. *Aussi bien, la véritable force contre la barbarie est le développement d'une autonomie inscrite dans la temporalité humaine ; une autonomie qui a perdu la généralité abstraite et idéale* [...] *et se comprend comme pouvoir de résister aux différentes machineries institutionnelles, politiques et idéologiques qui refoulent la question du sujet* (7).

La *débarbarisation* de la société et de nos vies passe aussi par une éducation. C'est peut-être cela que l'on appelle : *Centre social comme espace du possible*.

D.V. - Centre Social

1. Gilles Deleuze, *Contrôle et devenir*, revue *Futur antérieur*, n°1, 1990, entretien avec Toni Negri.

2. Miguel Benasayag, Dardo Scavino, *Pour une nouvelle radicalité*, La Découverte, 1997.

3. François Châtelet, *Périclès et Verdi*, de G. Deleuze, éd. de Minuit, 1988.

4. L'action restreinte signifie que nous avons un contrôle relativement autonome sur les différents paramètres de l'action et aussi qu'elle se matérialise ici et maintenant.

5. Voir note 1.

6. Francis Imbert, *La question de l'éthique*, col. Pl Matrice, 1993.

7. Idem.

Tous les mardis et jeudis
à partir de 20h,
le Centre social vous invite
à participer à son resto
populaire africain.

CENTRE SOCIAL DE BRUXELLES

Espace de création et carrefour des luttes !

Face au compartimentage de l'espace urbain,
de la mise en boite
et de l'étiquetage de notre condition,
du saucissonnage de notre réalité,

de nos vies...
nous supposons que dans cette réalité-là,
il reste un peu de place à d'autres pratiques,
à d'autres idées, à une radicalité en mouvement.

Nous prenons le pari autant collectivement qu'individuellement qu'il est possible, ici et maintenant, de construire en acte *la liberté*, *l'autonomie*, *la solidarité*. Qu'il est possible, dans cette situation, d'ouvrir un autre devenir, tentant de relier aussi bien les différents ensembles de la production humaine (le culturel, le social, le politique...) que la pluralité de la vie (les activités, les loisirs, la création, les rencontres, la militance...).

Ce *lieu du possible*, nous l'appelons *Centre social*. Le *Centre social* est un bout de territoire occupé et libéré de la logique privée et marchande. II redonne vie à un espace mort et crée dans cet acte premier *un espace public de résistance*. Le *Centre social* comme espace public se donne et se construit autour d'une forme, qui est l'assemblée, et autour de contenus sociaux (double résistance, l'une en réaction aux logiques mortifiantes des dominants, l'autre prise dans une dynamique de création de nouvelles formes de liens sociaux, de mouvements sociaux) et culturels (mise en acte du possible, et du multiple humain).

Le *Centre social* s'inscrit dans une singularité et s'ouvre par là-même **à** la vie et **à** la rencontre d'autres singularités.

Nous pouvons ainsi définir le *Centre social* comme *un lieu de création d'un carrefour de luttes*.

Un entre-deux

Le terme carrefour désigne cet entre- deux. Entre un avant et un après, c'est ce temps et cet espace que l'on appelle habituellement le présent. Le présent est le seul moment, en définitive, ou la liberté peut se prendre. Ou l'on peut faire le pari éthique qu'il nous est possible de construire quelque chose d'un peu moins con...

L'entre-deux comme lieu aussi de pensée, de réflexion sur nos pratiques, sur nos luttes, sur nos imaginaires... et de leur confrontation à d'autres expériences, à d'autres mouvements....

Le carrefour comme image de la circulation mais, en même temps, en y radicalisant l'idée, sans le code de la route ou le flic organisant et gérant l'ordre de passage, les modalités d'échanges ou d'accès. Le carrefour comme création d'un temps et d'un espace spécifique, centré sur les luttes et leurs rythmes. Prendre le temps de laisser circuler les idées, les pratiques, d'ouvrir l'accès aux paroles nomades, dissidentes.

Moment où l'on se dégage de l'urgence pour investir, pour pointer ce qui est important. Le tempo des voix publiques, la vigilance, la critique dansant avec les rythmes des lumières qui éclairent nos réalités, nos impasses, nos possibilités... telles sont, peut-être, les conditions pour se réapproprier notre temps de vie.

Mais le carrefour est pris aussi dans un espace, dans un territoire qui requiert que l'on s'implique pour ne pas embouteiller l'espace, que l'on transforme ce qui se vit, ce qui se dit, ce qui se passe, pour pouvoir s'ouvrir et construire de nouvelles trajectoires, pour tracer de nouvelles lignes que l'on prendra seul ou ensemble... de toute manière, si la décision est prise d'arrêter, de laisser faire, l'on se retrouvera dans un autre carrefour....

Penser, élucider, confronter demande un temps, impliquer, transformer, pratiquer suppose un espace. Le carrefour faisant jonction entre ces différents ensembles, en les mettant en mouvement.

Le carrefour est aussi ce moment et ce lieu ou se croisent des chemins, des transversalités, mais aussi des passages. Indiquant par là-même, que toutes nos routes empruntées jusqu'alors, ne se terminaient pas forcément dans le mur, dans une impasse. Le passage marque la transition et nous rappelle, si besoin est, que la révolte et la levée des corps face à l'oppression ne nous entraînent pas dans une voie sans issue. Autrement dit, le fatalisme et son double, le cynisme n'ont rien à faire avec notre histoire. Laissons ce privilège à ceux qui en ont les

moyens, à ceux d'en face qui prêchent que l'histoire est finie et que le seul avenir est celui du grand marché.

En mouvement

Pour notre part, occupons-nous de notre situation, c'est à dire celle de renouveler nos pratiques, nos discours dans une radicalité en mouvement, reliant le souffle de l'existence avec le geste de la résistance, de la liberté, de la solidarité.

Le carrefour bouge, confronte, change en permanence, n'ayant ni centre ni périphérie, ni ligne, ni programme, ni base, ni sommet. Le carrefour n'est pas une fin ni un moyen. C'est un processus, un mouvement qui passe à l'acte, qui établit le rapport humain. Le carrefour comme lieu, jamais réellement défini, fixé, n'ayant pas une entrée ou une sortie mais se modifiant au fur et à mesure que des chemins le croisent et que d'autres traverses se mettent en route. Augmentant à chaque bifurcation, à chaque rencontre sa capacité à faire naître dans nos univers clos, dans ces mondes fermés, des brèches, des fêlures dégageant des émanations de liberté.

Le carrefour crée des connexions dans ce qui est déconnecté, il établit le contact entre des travailleurs défendant leurs salaires et des chômeurs revendiquant l'amélioration de leurs existences ; entre des profs voulant plus de moyens et des élèves criant leur soif d'autre chose ; entre des parents réclamant vérité et une autre justice et des individus demandant le droit de faire usage de leurs corps...

Le carrefour comme lieu faisant lien dans ce qui est délié, nouant ainsi quelques sans papiers, quelques sans droits, tentant de se faire entendre et criant leur volonté de vivre, avec tout ceux qui ont cette même exigence minimum.

Nous mettons donc en avant cette idée, cet espace public créant un carrefour où les différentes luttes se rencontrent et mettent en mouvement ensemble une autre coopération, un autre rapport humain. C'est à dire une nouvelle puissance d'action collective.

Situation...

Il y a un temps pour chaque chose, chacun a sa place et chaque chose en son temps.

Il y a un temps pour être éduqué et un temps pour être productif. Tout se passe comme si il y avait un temps formatif pour obéir et répéter, un temps de travail pour produire et puis des temps morts pour chômer, être malade ou être vieux. Il y a un temps pour les loisirs et un temps pour la culture, un temps pour l'utile et le nécessaire et un temps pour l'agréable et le superflu. La formation (pré-emploi), le loisir (récupération de la force de travail) et le chômage sont devenus de simples moments du travail salarié. Aménagement séquentiel de l'existence, quantification mercantile des valeurs *capital santé*, *coût de la vie* et temps confisqué.

À cette segmentation du temps correspond une fonctionnalisation de l'espace. Nos espaces de vie répondent à une sévère répartition des tâches : il y a des sites de consommation et des cités d'habitation, des zones d'éducation et des lieux de travail, des endroits culturels, etc. Tout un quadrillage du territoire qui distribue en opposition les espaces publics et les lieux privés, les quartiers chics et les ghettos défavorisés.

Ce cloisonnement de régimes d'ordre organise et segmente le corps social, détermine les liens qui le tisse tant qu'il travaille nos corps et nos esprits d'étudiants, de chômeurs, de travailleurs, de retraités, de malades, de précaires, de jeunes, etc...

Nous ne reconnaissons pas cette division abstraite du travail qui ne correspond pas à nos pratiques, nous ne nous reconnaissons pas dans ce morcellement de la chose sociale ni dans le cloisonnement des luttes corporatiste qu'il engendre.

Il s'agit pour nous de trouver les moyens de résister à l'entreprise d'instrumentalisation de l'être humain et aux injonctions de cette machine sociale abstraite. Remettre en cause la norme de l'individu autonome consommateur et les qualités qui lui sont attribuées.

... et hypothèses

Le *Centre social* propose une réappropriation collective de la mise en scène de la question sociale en rupture avec l'idéal compétitif d'une société mercantile comme avec les formes organisées de *l'assistanat* social.

Nous refusons de prendre en charge l'injonction à la consommation de masse et d'hériter des formes institutionnalisées de lutte autour du mot d'ordre du salariat.

Aussi, c'est dans le même mouvement que nous mettons à distance ! la pression sociale qui fait du chômeur une figure de la culpabilité et le mythe du plein emploi ! la course à la promotion sociale et les défilés de quémande salariale autour de revendications quantitatives.

Nous n'ignorons pas l'importance des enjeux qui s'organisent autour de ces axes (droit au travail et minima sociaux, répartition équitable des richesses...). Simplement, l'expression de nos besoins et de nos aspirations ne peut se poser en terme de pouvoir d'achat et de temps de travail. Comme le féminisme, le mouvement des sans-papiers ou celui des usagers de drogues, la spécificité de notre démarche et la singularité de notre alliance sont irréductibles au plan du capital. Ce n'est qu'une fois suspendu le temps des embouteillages du matin et celui des files d'attente à la caisse du supermarché que nous empruntons la ligne joyeuse qui nous emporte.

L'ouverture du *Centre social* engage des hommes et des femmes sans qualités, c'est à dire un ensemble irréductible qui ne s'autorise que de lui-même. Telle est l'exigence que nous nous donnons. La réappropriation du bâtiment situe l'engagement et l'action des personnes qui l'animent comme une entrée en résistance active du cœur de la ville. Nous avons décidé de prendre plutôt que de mériter parce que le monde pour lequel nous luttons, c'est en même temps que nous le faisons et que nous le revendiquons. À travers la multiplicité que nous sommes et la multiplicité des pratiques que nous mettons en œuvre, le *Centre social* est un espace de pratiques de production de temps libéré, c'est-à-dire une zone d'indiscernabilité objective entre les moyens utilisés et les fins visées. Par là s'ouvre la voie d'une réelle alternative économique, sociale, politique et culturelle dans un lieu de vie communautaire en

connexion directe avec la vie du quartier où il s'inscrit. Nous faisons de cet espace libéré un lieu de rencontres, de parole, d'information, de recherche et de coopération, d'ébullition et de débordement, le lieu ouvert d'une expérimentation à la fois sociale, mentale et environnementale.

À chaque fois qu'un individu ou qu'un groupe d'individu décident de poser leur propre problème dans leurs propres termes et de choisir au moins les conditions particulières grâce auxquelles celui-ci peut trouver une solution plus générale, ils posent un acte de résistance susceptible d'intéresser tout ceux qui sont engagés dans une lutte où les catégories mises en cause interviennent. Le *Centre social* a pour vocation de devenir un lieu privilégié ou se connectent et s'agencent des revendications et des actions aussi particulières et restreintes soient-elles. C'est pourquoi, la réappropriation des questions sociales agencées à notre mode d'existence situe le projet du *Centre social* au carrefour des luttes. Il y a une figure universelle de la conscience minoritaire qui se nomme autonomie. Parce qu'il est un espace libéré d'occupation par un collectif autonome, le *Centre social* en appelle à la composition de toutes les forces de résistances collectives à venir. Le *Centre social* est un espace collectif où des personnes travaillent à mettre en risque ce que veut dire vivre ensemble au carrefour des luttes. La question sociale fait effraction chaque fois que des individus s'allient pour mettre en exergue le caractère irréductible de leur expérience. Notre groupe sujet propose des formes de résistance en transversalité par rapport aux catégories socioprofessionnelles et aux luttes corporatistes (marchand, non- marchand, enseignement, métallos...).

Depuis de longues années, la vie politique, économique et sociale, de notre pays est gérée de façon quasi-privée par les partis politiques grâce aux liens étroits qu'ils entretiennent avec les industriels [...], mais aussi grâce au pouvoir de contrôle total qu'ils exercent sur les syndicats, grâce à la répression et, enfin, grâce à la censure *légalisée* qui concerne tout les moyens de communication de masse (télévision, presse). Le PRL, le PS et le PSC espèrent d'ailleurs continuer longtemps cette politique du con-sensus en étant convaincus que les

élargissements assuré par l'État social garantiront la paix sociale qu'ils veulent préserver à tout prix.

Face à cet éternel status-quo, la participation de la société civile à la vie collective n'a cessé de grandir et a revêtu les différentes formes de l'association et du volontariat trouvant leur espace d'action dans la situation de contingence et de précarité de la vie de tous les jours. Cela dit, il faut dépasser ce schéma car il est de plus en plus nécessaire que la base de cette même société civile s'auto-organise et se pose comme un réel contre-pouvoir non seulement par rapport aux partis, mais au système politique économique dominant tout entier en réaffirmant, avec la pratique de l'autogestion, l'imprescriptible autonomie de la subjectivité collective par rapport aux institutions et à leur choix [...].

Le système assembléaire

L'assemblée est le système de décision et d'organisation du *Centre social*, choisi parce qu'il répond le mieux au envies de démocratie directe, d'égalité, de fonctionnement collectif... L'assemblée est un système qui s'est *imposé* au cours d'expérience de squat. Néanmoins, nous ne croyons pas que ce système n'as pas de défauts (illusion d'égalité de parole, de non-pouvoir...) mais nous croyons qu'il est perfectible par la pratique.

L'assemblée se base sur trois principes

! L'autonomie des groupes. L'assemblée n'est pas l'organe de décision central. Les groupes/collectifs fonctionnent de manière autonome sans devoir demander l'assentiment de l'assemblé pour réaliser leurs propres activités (sauf dans les cas où cela entraîne l'engagement du *Centre social*, nécessite des locaux...). Néanmoins, les groupes/collectifs cherchent à diffuser l'information au sein du *Centre social*.

! Pas de représentation. Il n'y a pas de représentation, chaque personne ne représente ni son collectif, ni son association, parti... Elle est à l'assemblée en tant qu'individu.

! La recherche de consensus. L'assemblée tend à aboutir au consensus et les discussions, débats doivent tenter d'aboutir au consensus.

L'Assemblée est d'abord...

! Un lieu d'information. L'information tout autant des collectifs qui informent le *Centre social* (de leurs activités, projets,...) que l'information générale (l'état des négociations, le fonctionnement du bar...). L'information n'est pas pour autant passive, chacun peut réagir, commenter, critiquer, s'opposer... face aux infos. L'information amène à la réaction et par la même à la prise de décision, au consensus.

! Un lieu de gestion. Le fonctionnement du *Centre social* amène la gestion du quotidien dans les assemblées. Pour ne pas trop encombrer l'assemblée par la gestion, il faut un maximum de prise en charge individuelle et collective de cette gestion.

! Un lieu de diffusion et d'action commune. Le *Centre social*, à travers l'assemblée porte des actions communes, des soutiens, des revendications qui engage le *Centre social*.

! Un lieu de débats, de discussion générale. L'assemblée est aussi le lieu de débats plus larges (coopératives de travail...) qui se font dans des temps d'assemblée réservés à ça.

À travers tous les axes évoqués, se retrouve l'idée que l'assemblée est un lieu de décision, décision qui réunit l'ensemble des intérêts présents (le consensus).

Extraits de Paroles Nomades
le journal du *Centre social*

NDLR AL : le mot *temps* est présent 26 fois dans ce texte...

CARTE DE VISITE / CENTRE SOCIAL

Qui sommes-nous ?

Aux origines
d'un carrefour de résistances...

Le projet de *Centre social* est composé de petits groupes comme d'individus (qu'ils soient chômeurs en majorité, mais aussi étudiants et travailleurs) qui se sont rencontrés au gré de la vie ou lors d'activités à caractère social, par exemple les *Marches européennes contre l'exclusion* en 1997 ou les occupations de plusieurs lieux dans Bruxelles...

Nous nous situons plutôt dans une histoire, une mouvance, un réseau qui s'inspire de certaines valeurs héritées du passé et retravaillées à l'aune de nos singularités. Si nous pouvons dire que nous nous retrouvons sans doute toutes et tous derrière certains mots tels que *liberté*, *résistance*, *autonomie*, *création*, *solidarité*... Nous nous opposons aussi à une conception du monde qui réduit l'humain à une marchandise ou à un objet...

Le lien qui réunit le projet de *Centre social* est double.

D'une part, la réappropriation de bâtiments vides dans Bruxelles pour y vivre et, d'autre part, pour y construire à l'intérieur une multitude d'actions, d'expériences, d'activités... au gré des envies singulières et collectives, telles que des ateliers de peinture, d'écriture, de photo, de musique, de danse, de théâtre, ou encore des collectifs d'auto formation, d'affichages, de chômeurs, de réseau inter squats, etc...

! **Un espace** pris comme point d'autodétermination et non comme marginalité.

! **Un espace** insoumis aux règles du dieu argent et de la déesse consommation ainsi qu'à la politique de la résignation.

! **Un espace** où l'on se réapproprie son temps de vie, sa capacité de penser, d'agir, de divulguer une information autre que celle que les médias nous balancent selon les règles de la pensée unique et des lois du marché mondial.

! **Un espace** de coopération, créer des espaces multiples singuliers, collectifs, véritables machines de lutte qui abordent par le micro politique comme les capacités de ces espaces d'intervention, d'analyse et de réflexion sur les mouvements sociaux, les problèmes tabous (répression policière, de l'Onem, mercantilisation du sol urbain, pauvreté, fascisme masqué ou non etc...) ainsi que les nouvelles expériences de lutte dans le monde qui sont porteuses d'espoir (zapatistes au Mexique, sans-papiers, chômeurs, grévistes en France, Clabecq, marche blanche en Belgique, mouvement des sans-terre au Brésil, mouvement des centres sociaux et des occupations rurales en Europe, mouvement Hip Hop, etc...).

! **Un espace** accessible à tous, où peuvent exploser les créations, manifestations artistiques autres que celles de la culture de consommation, de l'art du *moi je*, de *Dame Télévision*. Ce projet ne se construit pas autour d'un programme, ni d'une ligne politique mais plutôt en relation avec des idées, des envies, celles d'expérimenter et de créer d'autres formes de vies, de relations, de tracer des lignes de liberté, de résistance et de solidarités...

Qu'est-ce qu'on attend de vous ?

! **Une solidarité dans le présent.** Éh oui ! Ce type de projet comme tout acte d'*insoumission* est confronté à un grand nombre de (ré)pressions (police, propriétaire, médias, commune...).

Rien n'est jamais acquis définitivement dans une occupation, et donc, dans les semaines, dans les mois qui viennent, nous aurons toujours besoin de votre soutien, de votre présence, pour prouver notre force ! Votre aide, ainsi que des dons de matériel... et un soutien financier sont toujours les bienvenus !

! **Une implication personelle.** Cet espace est grand et permet donc d'accueillir un grand nombre de projets, d'idées, de désirs... Nous aimerions qu'il soit, toujours plus largement, un lieu de rencontre, d'échanges, de créations, de fêtes mais aussi un foyer de résistance où s'expérimentent d'autres formes de relations sociales (solidarités, coopérations, autonomie, démocratie directe...).

Si vous sentez l'envie de prendre votre part dans cette expérience, dans cette aventure, laissez-nous vos coordonnées, nous vous contacterons...

Comment nous organisons-nous ?

Beaucoup de gens nous demandent de nous définir. Êtes vous marxistes ? anarchistes ? baba cool ? pacifistes ? néo-punks ? Hip-Hop-activistes ? Réformistes ? Terroristes urbains ? etc....

Tout d'abord nous refusons ce style de questions schématiques. Celles-ci se fondent sur des représentations préconçues de ce que c'est que faire de la politique et/ou de militer.

Pour nous le politique n'est pas aller voter ou posséder sa carte de parti ou encore se coller une étiquette sur le front mais bien une pratique quotidienne qui s'inscrit dans toutes les dimensions de la vie (culture, sexualité, rapports sociaux, humains....).

Pour ces raisons, notre mode d'organisation a comme base l'assemblée, la démocratie directe c'est-à-dire la gestion, l'organisation, la prise de décisions collectives concernant le centre social. Nous sommes évidemment conscients que le système assembléaire a aussi ses limites mais c'est le seul qui représente et met en pratique le mieux nos idées et nos désirs.

C'est une sorte d'école démocratique de base, de responsabilité, d'expérimentations utopiques dans le présent !

Voilà, beaucoup de choses encore à dire sur le projet de *Centre social*... En attendant, ici et maintenant, *nous nous réapproprions l'espace pour le libérer* et y faire la fête... le plus souvent possible !

Centre social
167 rue de la Victoire
1060 Bruxelles
02/539.04.55

Tract rédigé en mars 98

COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS
Le n°3 du Bulletin du CCLE est sorti de presse

Des sans-papiers et nous...

Le débat (voir AL214) sur l'autonomisation des sans-papiers se poursuit avec un texte extrait du bulletin n°3 du CCLE.

Des clandestins de nos rues se sont regroupés, se sont transformés en *sans-papiers*, affirmant par la négative leur revendication.

Ils revendiquent ces laissez-passer qui seuls, dans notre beau monde bureaucratisé permettent la disposition du droit à liberté et des plus élémentaires droits sociaux... De toutes nationalités, de situations sociales et familiales diverses, certains vivent en Belgique depuis quelques mois, d'autres depuis des années. La plupart n'ont aucune formation politique, aucune expérience d'une vie et organisation d'une lutte.

Et nous, devant eux, nous faisons office de vieux routards. Certains d'entre nous sont déjà passés par différentes pratiques organisationnelles, ont fait l'épreuve des différents modes décisionnels traditionnels ou assembléaires. Ils nous faut donc ravaler tout cela, ne pas s'ériger en bon professeur tout en voulant garder, et en conservant nos particularités politiques.

Se posent, alors, les relations difficiles d'un mouvement et des soutiens qui gravitent autour de lui.

Nos désirs, nos desseins sont assez clairs mais pas toujours faciles à réaliser...

Nous voudrions travailler *avec* les sans-papiers et non pas *pour eux*. Lutter avec eux commence par la détermination de les considérer comme des compagnons de résistance, évacuant tout penchant paternaliste de *ceux qui savent*, encore plus tentant lorsqu'il s'agit de compagnons étrangers. Ah, ce vieux sentiment de supériorité européenne qui se transforme chez les bien-pensants en sentiment de culpabilité du colonisateur envers le colonisé... Toutefois, il faut que l'on garde à l'esprit que nous sommes pourvus de ce qu'ils revendiquent. Et la possession de papiers empêche, même si on peut l'imaginer, de percevoir pleinement la vie de ce qu'est un *sans-papier* et empêche donc de pouvoir trouver, à leur place, les revendications appropriées.

Lorsqu'on devient compagnons de résistance, on tente également de se connaître, de vivre un tant soit peu leur vie d'occupation. On tente de les rencontrer tous et pas seulement leurs délégués. Ceux qui travaillent "pour eux" ne connaîtront jamais que les visages de ces derniers.

La majorité des personnes que compte le *Collectif contre les expulsion* s'est regroupé autour de revendications, comme, l'arrêt des expulsions, la fermeture des camps et la régularisation de tous les sans-papiers, mais aussi autour d'un projet d'un autre type d'organisation.

Le CCLE a choisi le mode *assembléaire* pour prendre toute décision, une assemblée sans président, ni personne possédant le pouvoir. Il s'est construit autour de valeurs centrales, tel le refus de *l'assistanat* en prônant, a *contrario*, la notion de *solidarité*.

Nous avons des valeurs auxquelles nous croyons. Et nous devons être vigilants afin de ne pas absolument les imposer. Un mouvement de sans-papiers doit être autonome. Nous marquons notre solidarité, nous lutterons ensemble, mais à mon sens, nous nous devons de ne pas donner

notre appui inconditionnel à tous les groupes de sans-papiers existants sous le simple prétexte qu'ils luttent pour des papiers. Nous avons notre revendication de *papiers pour tous* et nous la porterons sans l'amincir, l'édulcorer. Nous sommes un groupe, ils sont un groupe. Si nous nous rejoignons, nous lutterons ensemble. Et de même pour eux.

Évidement, cette position de solidarité et de respect de leurs particularités de lutte, le fait de les considérer comme des adultes responsables n'est pas celle de toutes les organisation de *avec-papiers* qui circulent autour d'eux. Au lieu de lutter *avec eux*, ces organisations luttent *pour eux*, à leur place.

Nous sommes en colère, lorsque de vieilles organisations belges viennent dicter le mode de fonctionnement de ce mouvement, lorsqu'elles veulent imposer qui et le nombre de gens habilités à occuper, lorsqu'elle tiennent le compte bancaire de l'Église du Béguinage, lorsqu'elles vont négocier à leur place, sur base de revendications (régularisation avec critère) qui ne prennent pas en compte la réalité de vie des acteurs de cette lutte. Nous sommes en colère face à des organisations qui se promettent d'établir une frontière entre des *bons* sans-papiers, pour qui il est utile de se battre et des *mauvais* sans-papiers, ceux pour qui, il n'y a pas d'espoir. Et cela au nom, d'une stratégie toute politicienne.

Ces organisations couvent les sans-papiers, craignent tout ce qui est dissident, les voient comme des sortes de concurrents. Mais n'importe quelle lutte, qu'elle soit de sans-papiers, de chômeurs, d'enseignants ou de métallurgistes n'est pas un objet, une chose qui se prête à la compétition. Le *Collectif* refuse de réfléchir à la place des sans-papiers.

Nous avons opté pour la solidarité entre les sans-papiers et ceux qui en possèdent, et non à une aide qui revêt parfois des côtés irresponsables.

En choisissant la démarche soi-disant "responsable" de la négociation, on tombe dans l'irresponsabilité sous prétexte de tester le fruit de ses tractations. Même si on avoue que ces résultats sont maigres, qu'on crie à l'ignominie du gouvernement, on pousse les sans-papiers à faire une demande sur base d'une circulaire floue et très étroite quant aux critères de régularisation. Ils seront alors des centaines à avoir donné

leurs noms et adresse, et à se voir refuser des papiers mais à être connus et situés par la police.

Et nous serions alors sans concurrence, car nous sommes encore bien seuls à prendre contact avec ceux qui sont enfermés dans les centres fermés et à parler aux passagers des avions.

Nous ne sommes pas des marchands d'espoir, une lutte pour *des papiers pour tous* est aléatoire, difficile. Mais elle est le seul chemin qui mène à la régularisation du plus grand nombre. En attendant, les fruits du quotidien sont juteux et sucrés.

Les barrières des peurs s'écroulent ; ils prennent, un à un, les droits de tous : manifestations, occupations et revendications. Nous, *Collectif* et sans-papiers faisons l'expérience d'une vie entre personnes d'horizons différents, l'expérience de différents modes d'organisation, la prise de conscience que tout mouvement en faveur des sans-papiers n'est pas forcément un mouvement fertile.

Grâce à eux, nous avons pris conscience du contrôle social écrasant de notre jolie société... et si vous comptabilisiez le nombre de fois où vous sortez un quelconque papier d'identité pour obtenir ce que vous considérez comme des droits ou des avantages...

Ne fût-ce que le droit à marcher dans la rue...

Cataline
Collectif contre les expulsions
167 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles
Tél 02/539.04.55
Fax 02/779.59.00
email ccle@altern.org

Les occupations continuent

Ce ne sont plus que les églises qui sont investies. Élargissons le mouvement !

Église du Béguinage, l'occupation continue

Après la publication de la circulaire gouvernementale, le 15 décembre dernier (ndlr : vois AL214), les occupants de l'église du Béguinage ont décidé de maintenir l'occupation et les actions puisque le texte du Ministère de l'intérieur ne changeait rien à la politique gouvernementale et que nos exigences n'étaient pas rencontrées.

Le *Mouvement National pour la régularisation des réfugiés et des sans-papiers* a soutenu cette décision et a considéré que l'occupation du Béguinage devait servir de repère aux sans-papiers.

Les porte-paroles des autres églises et édifices occupés en Belgique ont déclaré devant la presse, début janvier, que les occupations devaient s'arrêter, créant ainsi un fossé entre la base des sans-papiers qui souhaitaient suivre l'exemple de Bruxelles et donc maintenir les occupations. Ces porte-paroles, souvent avec leurs papiers, ont tenté de monter un groupe qu'ils ont nommé *Coordination nationale des sans-papiers* avec comme stratégie l'évacuation des églises, laissant ainsi les sans-papiers qui résistaient dans les églises dans le désespoir.

Les occupants de l'église du Béguinage dénoncent cette manière de créer un "squat" pour des gens qui tentent de faire du commerce politique sur le dos des sans-papiers et considèrent qu'une réelle coordination ne se fait qu'avec les délégués désignés par les sans-

papiers qui occupent les églises, dans le but de s'organiser au niveau national pour obtenir une régularisation, de tous les sans-papiers.

Pour l'instant, il n'y a pas de coordination crédible en Belgique.

Les occupants du Béguinage ont achevé leur structuration interne et comptent dorénavant lancer un plan d'actions intense en vue d'une régularisation massive et sans con-dition des sans-papiers.

Nous soutenons tous les sans-papiers qui occupent quelque lieu que ce soit et nous comptons créer avec eux une coordination sérieuse en vue de mieux organiser et structurer notre lutte.

Nous continuons notre combat, en voulant étendre le mouvement. Une occupation partielle (une quinzaine de sans-papiers) débutera le 1er mars à l'Université Libre de Bruxelles, pour trois semaines, afin de mobiliser les étudiants. **Une marche nationale des sans-papiers est organisée pour le dimanche 28 mars à Bruxelles.**

Notre lutte continue ! Nous sommes déterminés à obtenir la régularisation de tous les sans-papiers.

Comité de
Coordination des sans-papiers
Le 18 février 1999
Antoine Kalubi 0477/988.224
Mohammed Chouitari 0496/211.545

À Verviers, la Vesdre n'en finit pas de couler brune

Ce 26 janvier, le bourgmestre social-chrétien de Verviers, Jean-Marie Raxhon, permet l'arrestation de deux sans-papiers par la police communale verviétoise, dans le plus pur style gestapiste !

Le 23 janvier, Ibrahim et Ali reçoivent une convocation les invitant à se présenter au commissariat de police. Motif de la convocation : régularisation. Enfin, ils vont avoir des papiers et vivre comme tout le monde ! Ibrahim Alkaya est Kurde et vit en Belgique avec sa femme et son fils depuis plus de six ans. Ali Ahmed, de nationalité pakistanaise, est, quant à lui, ici depuis 1984. Tous deux ont toujours respecté les lois de leur pays d'accueil et n'ont jamais commis aucune infraction à la législation belge.

Le mardi 26 janvier, c'est donc le cœur plein d'espoir que les deux sans-papiers se rendent au commissariat où ils sont immédiatement arrêtés et envoyés à la prison de Merkplas, le centre fermé pour réfugiés, à Anvers !

Dès le lendemain de l'arrestation, une manifestation est organisée à 15 heures par les sans-papiers verviétois et le Collectif *Droit d'asile*. Elle réussit à rassembler une centaine de personnes devant l'Hôtel de Ville, et cela malgré l'heure inadéquate pour ceux qui travaillaient, le manque de temps pour appeler à la mobilisation, et la pluie qui n'a pas manqué au rendez-vous.

Une délégation d'une dizaine de personnes a été reçue par le bourgmestre. Le porte-parole des manifestants a exprimé son indignation face à ces procédés inacceptables. Jean-Marie Raxhon a reconnu mollement un certain manque de loyauté dans la procédure, en promettant de veiller à ce que le motif des convocations soit, à l'avenir, plus clair. On lui fit alors remarquer que, comme bourgmestre, et par conséquent chef de la police, ce sont *ses* policiers qui ont arrêté Ibrahim et Ali. Le bourgmestre se contenta de répondre qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres du Ministère de l'Intérieur (Maurice Papon, qui déportait les Juifs pour le compte des Nazis sous l'occupation, a utilisé, lui aussi, le même moyen de

défense, lors de son procès, il n'y a pas encore si longtemps !). Lorsque l'on demanda à Jean-Marie Raxhon d'avoir le courage de prendre ses responsabilités, comme savent le faire d'autres bourgmestres, et de ne pas céder aux injonctions du Ministère de l'Intérieur, il déserta brutalement la réunion pour ne plus reparaître.

De telles méthodes et de telles attitudes sont typiques des dictatures. Ainsi, le fascisme ne se contente plus de rester devant nos portes, il entre carrément dans notre quotidien. Il s'y infiltre sournoisement à travers les failles que lui offre notre manque de méfiance face au regain d'un certain populisme réactionnaire, qui encourage ce type de comportement.

Comme à la sinistre époque du régime nazi, les autorités et les forces de l'ordre se sont donc (re)mises au service de l'abjection. Et cette fois, on ne pourra pas prétendre qu'*on ne savait pas*. On a beau dire que l'Histoire ne se répète pas, il semble cependant qu'elle a tendance à bégayer fâcheusement. Alors qu'on vient de fêter les 50 ans des Droits de l'Homme, l'actuelle politique menée par les autorités du Royaume présente, en effet, de plus en plus d'inquiétantes similitudes avec celle qui était menée à la fin des années trente et au début des années 40. Le camp de Breendonck et la caserne de Malines où étaient emmenés les déportés juifs et politiques sont aujourd'hui remplacés par la prison de Merkplas et les *centres fermés* de Steenockerzeel ou Vottem...

Après la manifestation du mercredi 27 janvier et suite aux relations crispées entre les sans-papiers et le bourgmestre en raison de son attitude bureaucratique, ce dernier a rédigé une lettre à l'attention du Ministre de l'Intérieur dans laquelle il dit regretter d'avoir été tenu, par devoir de soumission aux autorités fédérales, de procéder à l'arrestation de personnes, qui, par leur

dignité et leur calme, démontrent qu'elles se sont intégrées. Il demande également la régularisation des deux sans-papiers arrêtés. Cette réaction, pour le moins paradoxale, permet de mesurer le degré d'hypocrisie que peuvent atteindre certains professionnels de la politique.

Mardi 3 février, La Chambre du Conseil a rendu une ordonnance de remise en liberté des deux personnes arrêtées, estimant que la privation de liberté n'était pas justifiée. Néanmoins, cela n'exclut pas pour Ibrahim et Ali, l'ordre de quitter le territoire, la Chambre du Conseil n'étant habilitée à se prononcer que sur leur détention et non sur leur expulsion qui, elle, relève de la compétence exclusive de l'Office des Étrangers. Ce dernier a d'ailleurs aussitôt fait appel, à l'encontre d'Ibrahim, le ressortissant kurde. Est-ce une démarche dictée par la position politique de la Belgique vis-à-vis de la Turquie (on sait que l'Etat belge entretient d'excellentes relations avec la dictature turque, en guerre contre les Kurdes) ? Ou serait-ce parce que six années passées sur le territoire belge avec une femme et un enfant ne constituent pas une période suffisante pour motiver une régularisation ?

En attendant, Ibrahim Alkaya est toujours à la prison de Merkplas. La Chambre des Mises en Accusation du Palais de Justice de Liège, qui devait décider de son sort le mardi 16 février en appel, a confirmé son maintien en captivité. À l'heure où les militants kurdes du PKK occupent les ambassades dans presque toute l'Europe, on ne peut guère espérer d'issue favorable à la situation dramatique d'Ibrahim. Et merde ! Nous entrons dans des temps bien sinistres...

Gun

À Charleroi...

Après deux mois d'occupation de la Basilique, et face au bourbier institutionnel, les sans-papiers de Charleroi ont choisi de faire appel aux associations et aux citoyens qui les soutiennent tout en disant *stop* à la violence de l'État. Violence qui se manifeste tant vis-à-vis des sans emploi, des sans-abri que des sans-papiers. À tous, nous demandons de continuer à s'impliquer à divers niveaux pour faire aboutir la juste cause de tous "les sans" et en particulier dans celle des sans-papiers parce qu'ils sont les plus faibles.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous pouvons vous annoncer - Le déménagement de la Basilique à la Maison de la Laïcité depuis le mercredi 10 février - Une exposition photos qui retrace l'histoire de notre lutte et de ceux qui l'ont soutenue. Elle se tiendra jusqu'au 5 mars - Nous lançons, dès à présent, une campagne de parrainage de sans-papiers - Une manifestation sera organisée début mars à Charleroi.

Comité Charleroi

EN MOUVEMENT

Agir avec les Collectifs contre les expulsions

À la mort de Sémira, le gouvernement et son ministre de l'Intérieur promettaient des mesures d'humanisation de loi sur les étrangers, de

transparence de ses procédures, de souplesse dans les décisions sur les demandes d'asile et de régularisation, de respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine.

Ce chœur de *plus jamais ça* s'est révélé n'être dans les faits que de confortables déclarations d'intention.

En quatre mois, le dispositif sécuritaire a été considérablement durci : renforcement des effectifs de gendarmerie à l'aéroport, maltraitances et tabassages dans les centres fermés, arrestation et incarcération de sans papiers, poursuite des expulsions, travaux drastiques de sécurité supplémentaire au centre fermé de Steenokkerzeel (pour 20 millions de francs), répression accrue envers ceux qui s'opposent à cette politique et à ces pratiques...

Aujourd'hui, un mur de fer est élevé autour du centre fermé de Steenokkerzeel, la *Commission d'évaluation des expulsions* recommande l'affrètement d'avions privés pour ceux qui s'opposent à leur déportation. Incitation à la lâcheté, tranquille. *Ce que nous ne pouvons faire humainement nous ne le ferons plus devant vous*. La terreur s'opérera en huis-clos, invisible donc inexistante.

L'humiliation et la violence des centres fermés, des expulsions, de la clandestinité forcée, commises sous nos yeux ou non, au limites de nos villes ou au fond de nos jardins, nous empêchera de vivre innocemment, impunément, si nous ne saisissons pas toute occasion d'agir pour protéger ceux qui sont menacés, toute occasion pour résister.

C'est dans ce sens que le *Collectif contre les expulsions* agit, en révolte contre une loi qui porte atteinte à la dignité humaine.

On nous accuse de violence : nous sommes surveillés, mis sur écoute, perquisitionnés, arrêtés avant même d'arriver sur le lieu prévu pour une manifestation, inculpés de *destruction de matériel*, de *rébellion armée* (!), nous faisons l'objet d'un courrier où le ministre de la justice enjoint au Procureur Général de Liège, Mme Thily, d'agir envers certains "activistes" du *Collectif* (la magistrature ne serait-elle plus indépendante?), accusés d'avoir provoqué la mort de Sémira Adamu...

Cette violence qu'on nous impute, c'est celle que le ministère de l'intérieur, l'Office des étrangers et leurs exécutants - gendarmes, fonctionnaires, gardiens des centres fermés...- avec la complicité de la Sabena, font subir quotidiennement aux personnes qu'elles traquent, enferment, expulsent et à ceux qui luttent à leurs côtés pour le respect de leurs droits.

Cette violence, nous la récusons et ne l'avons jamais utilisée.

Nous avons choisi de ne pas être du camp de la force et du mépris.

Nous avons choisi d'être du côté de la puissance, de la solidarité comme acte fondamental de liberté et de dignité.

Ceux qui disent que nos actions provoquent la révolte des détenus et des expulsés et qui nous en imputent les conséquences font preuve envers eux du plus parfait mépris. Peut-être même s'étonnent-ils sincèrement : ces victimes terrorisées, ces *simples numéros* de la sûreté publique, ces *ordres de quitter le territoire* sont donc des êtres agissant et pensant, capables, aussi, de se révolter contre l'inacceptable !

Nous n'avons rien provoqué. Nous avons simplement établi une relation humaine, sans dolorisme, ni pitié, une relation égalitaire.

En cela, nous sommes "illégaux", oui. Parce que quand la loi tue Sémira sous un coussin, tue le bébé que porte Blandine sous les coups de gendarmes, enferme Hiéna - 60 ans - pendant six mois avant qu'épuisée, elle ne se résigne et monte dans l'avion, tabasse Frank qui refuse sa déportation, refuse à Charlotte violée par les militaires de son pays le droit d'asile, donne à des enfants les barbelés comme première image du monde, permet à des enseignants au chômage de croire qu'ils font un boulot normal en étant gardiens de camps de détention pour étrangers, construit une société sur l'exclusion et la mise sous silence des plus faibles au nom du "bien public", cette loi est ignoble.

Oui, nous lui désobéissons. Mais nous n'utilisons pas ses moyens : ils nous dégoûtent.

Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme (Hannah Arendt).

Collectif contre les expulsions
167 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles
Tél 02/539.04.55, fax 02/779.59.00
email ccle@altern.org

Komitee tegen uitwijzingen
Parkstraat 14, 3000 Leuven
Tél/fax 016/29.30.79
email tegenstroom@club.innet.be

Autonome Viuchtelingensteungroep
Sparrestraat 1A, 9000 Gent
Tél/fax 09/227.17.20
email vlucht@ance.xs4ail.be

Collectif contre les expulsions
23 rue Pierreuse, 4000 Liège
Tél/fax 04/221.36.17

• ***OFFICE NATIONAL DE L'EXCLUSION MASSIVE***

..L'article 79
.prépare
.les exclusions !

• • **I**ls l'ont fait... Le Parlement a donc adopté, l'article 79 qui organise les perquisitions des inspecteurs de l'Onem au domicile des chômeurs et autres allocataires sociaux.

• Le but de cet article, outre qu'il légalise la chasse aux chômeurs présentés comme des "fraudeurs" en puissance, est de faire basculer un maximum d'*isolés* vers le sous-statut de *cohabitants*, et ainsi de réduire leurs allocations...

• C'est une étape supplémentaire dans le processus d'exclusion massive du droit aux indemnités. Rappelons

le déjà sinistre article 80 qui prévoit que pour les sous-statuts *cohabitants* ayant chômés, plus de une fois et demie la durée moyenne de chômage, pour leur sexe, leur âge et dans leur région... l'exclusion devient automatique (merci l'informatique).

- Toutes ces mesures ne font que renforcer une véritable politique d'apartheid social dont les résultats sont visibles : l'exclusion et l'appauvrissement de franges de la population chaque jour plus importantes.

- **Alternative Libertaire**

Vie Privée
Privé de vie

Le contrôleur de l'ONEm n'entrera pas ! Nous refusons une loi qui viole les droits constitutionnels des chômeurs ! La Ligue des Droits de l'Homme dénonce cette loi inique et pourtant des partis prétendument démocratiques sont prêts à raboter nos droits. Il suffit ! La misère dans laquelle nous plonge le fait d'être sans emploi est financière et elle se fonde aussi sur des pratiques discriminatoires.

Le sans emploi n'est plus perçu comme un citoyen pouvant bénéficier de tous les droits et garanties de l'Etat. Etre sans emploi entraîne une prédominance des obligations sur les droits. C'est la dimension morale qui justifie cette dérive. L'idée selon laquelle les pauvres sont coupables de leur situation est inhérente au néolibéralisme (héritée de Mill et Ricardo). En criminalisant le sans emploi, "dangereux fraudeur", l'État justifie sa politique punitive. Désormais un droit se mérite et implique une responsabilisation individuelle.

Comme le décrit le sociologue Andrea Rea : *L'apartheid social est organisé par les politiques publiques et la participation à l'économie formelle devient désormais une condition préalable à l'accès à la pleine citoyenneté* (in *La société en miettes*, éditions Labor, 1997). Le

gouvernement a remplacé les adages : *Il faut travailler pour vivre* et *Tout travail mérite salaire* par *Toute allocation mérite travail*. La politique d'exclusion massive du droit aux allocations sociales prend alors tout son sens. Les sans emploi ne forment alors rien d'autre qu'une main-d'œuvre de réserve pour le patronat qui l'utilise tour à tour en clair ou en noir, selon ses besoins. Le sans emploi est l'otage d'un système. D'un côté : l'ONEm le traque sans relâche jusqu'à violer son intimité, le piéger quand il répond à une offre d'emploi ; de l'autre, il est contraint d'accepter des offres de travail (quand il y en a) à des conditions souvent inférieures (ALE, PEP, activation des allocations, etc.) à celles des autres travailleurs (qui sentent aussi peser la menace sur leur emploi et leurs conditions de travail et salariales). Nous ne sommes pas dupes de la double contrainte que nous vivons et des objectifs poursuivis par les politiques publiques, main dans la main avec le patronat : casser la sécu, réduire les salaires. Et nous disons **non** ! Ensemble, avec d'autres collectifs dans le pays.

Nous revendiquons

- Le relèvement conséquent de tous les minima vitaux (chômage, minimex, pension, invalidité, etc.).
- La suppression du statut de cohabitant, chaque personne ayant le droit de vivre dans la dignité.
- La suppression de l'article 80 sur l'exclusion pour chômage de longue durée.
- L'arrêt des contrôles de l'ONEm, à commencer par les contrôles illégaux, surtout les contrôles domiciliaires.
- La suppression du travail obligatoire (ALE, formations bidons, etc.).
- L'arrêt des exclusions pour raisons administratives.
- Le respect des droits constitutionnels et des droits de l'Homme : la liberté d'opinion et d'expression politique et culturelle, d'association, de réunion, d'aller et venir, de vie familiale et affective, etc.
- Le droit à la solidarité active, avec tout qui a besoin d'aide ou avec tout qui un échange de service est utile.
- L'application de la présomption d'innocence pour toute matière relative au chômage, donc que les sanctions décidées par l'ONEm soient

suspendues jusqu'à une décision des tribunaux compétents.
- Le retrait des syndicats de toute structure décisionnelle de l'ONEm et de la gestion des allocations de chômage.

Collectif "Chômeur, pas chien !"
(087/37.63.70)

Espace rencontre de 12 à 14 h chaque 1er mercredi du mois au Carlo Cercle Levi, 48 rue Saint-Léonard 4000 Liège (04/229.59.59).

LE MYSTÈRE DES LIMITES...

Dictature et démocratie

Il existe toute une série de mystères politiques si mystérieux que personne n'ose même se poser la question de savoir comment on peut avoir le toupet de se la poser.

Prenez les deux régions du monde dont on parle le plus pour le moment : l'Irak et la Yougoslavie. Voilà deux pays à genoux, frappés d'embargo, réduits à rien, montrés du doigt pour leur insolence proprement satanique face aux vertueuses indignations des nations qui ont leur conscience pour elles, deux pays exsangues et totalement isolés... et bien, ces nains provoquent, cherchent la bagarre, défient les plus hautes autorités internationales, se moquent des sanctions et vont de massacre en fabrication illicite d'armes interdites. Leurs populations, apparemment frappées de paralysie politique et en tout cas incapables

du plus petit réflexe démocratique, s'accommodent de dirigeants assoiffés de sang, ignorant la pitié ou le moindre sentiment humain.

Qu'ont, en effet, de commun Milosevic et Saddam avec nos élus ou nos Premiers ? Comment osent-ils encore regarder en face les caméras, eux qui ne se gênent pas pour prendre des décisions meurtrières, sans essayer une seconde de se mettre dans la peau de ceux qui vont devoir en subir les conséquences ? Comment se permettent-ils de décider d'actions qui engagent les autres dans les souffrances et les privations qu'ils ne partagent jamais ?

Bien sûr, chez nous, il y a bavures, dérapages, accidents d'auto et brabançonnades, mais jamais sans interpellation à la Chambre. Même tardifs, péremptés et prescrits, les comptes sont tenus et consignés dans le grand livre des *Archives*. C'est ça la démocratie, c'est comme ça qu'on évite les concentrations de cadavres aux mêmes endroits. Et comme ça qu'on peut participer sans rougir aux campagnes punitives menées contre les primitifs qui se conduisent si mal qu'ils n'ont jamais les médias avec eux.

Et pour avoir les médias contre soi, faut vraiment avoir poussé le bouchon au delà du *baignade interdite*.

Le sexe mystérieux de la démocratie

Il n'y a pas qu'en physique que l'étude des limites ouvre des perspectives passionnantes. Dans le domaine de la politique, elle peut amener le chercheur jusqu'à l'extrême bord d'abîmes sans fond.

Revenons à nos deux chefs d'État, Milosevic et Saddam Hussein. Voilà deux représentants du pouvoir temporel qui sont de purs salauds et méritent bien les bombes que leurs populations se prennent (ou vont se prendre) sur la tronche - n'avaient qu'à un peu se bouger le cul et s'en débarrasser.

Posé comme ça, le problème a l'air simple. Il l'est toutefois beaucoup moins dans la pratique. Quand peut-on déclarer qu'une population a le devoir de se débarrasser de ceux qui la gouvernent et, question subsidiaire : où donc ce devoir est-il inscrit ?

On pourrait émettre l'hypothèse qu'une population accède à la dignité de *Nation* démocratique, donc exonérée d'éventuels missiles à uranium

appauvri sur ses hôpitaux confondus par erreur avec des caches d'armes, à la condition qu'elle se débarrasse de ceux qui seraient à sa tête sans y avoir été dépêchés par les élections. Mais alors, ne faudrait-il pas, entre autres, reconnaître à 70% d'Américains le droit de balayer le Président, le Congrès, le Sénat, les gouverneurs et leurs juges, enfin un tas de bonshommes pour lesquels ils n'ont pas voté, puisque dorénavant ils ne votent plus? Si dans un pays la majorité des gens ne vote pas, c'est qu'elle estime sans doute que les élections, quoiqu'apparemment pluralistes, ne rencontrent pas ses aspirations. Aux USA, la situation ne ressemblerait-elle pas comme une sœur jumelle à celle qui prévalait dans les pays "socialistes" où deux partis présentaient aux citoyens des orientations identiques ?

Il y a dix ans, en Europe occidentale, il était encore possible de croire qu'existait un véritable choix entre des programmes politiques fondés sur des conceptions différentes, voire antagonistes, de la société. Aujourd'hui, les effets imperceptibles de l'alternance gauche-droite assènent la preuve de l'indifférence idéologique fondant le fonctionnement des partis.

La démocratie n'a plus rien à voir avec le droit pour des fractions significatives de la population de se faire représenter par des hommes qu'elles auraient choisis sur la base de programmes déterminés, conçus comme autant d'engagements. Les programmes électoraux ont autant de contenu et de valeur que n'importe quelle pub, à la différence qu'eux sont **obligatoirement** et impunément mensongers.

La démocratie n'a du reste plus rien à voir avec un droit. Elle est devenue (?) une procédure, un rituel d'initiation, de sélection et d'intronisation.

De la carrière politique en tant que filon social

Qu'il soit dictatorial ou démocratique, du Nord, du Sud, libéral ou socialiste, le pouvoir politique n'est jamais vécu comme une charge, mais s'accompagne partout et toujours de privilèges exorbitants ; il est banal de constater que dans les pays capitalistes comme dans les pays socialistes, dans les démocraties parlementaires, comme dans les

dictatures, il s'assortit d'avantages économiques tels que quelques semaines de participation à un gouvernement suffisent à faire oublier à n'importe lequel de ses représentants le prix du pain et la difficulté de se parquer. À l'échelon de la Nation, un politicien faisant fonction jouit d'une situation d'irresponsabilité comparable à celle d'un enfant : il n'a pas à savoir comment ce qui arrive sur sa table y a été apporté, ni non plus de quoi se paie au quotidien son ignorance et son éloignement du monde des sans-pouvoir. Il faut prendre très au sérieux cette légèreté de vivre *aristocratique* qui échoit aux *responsables politiques*: dans les États à élections, elle représente un attrait incontestable dans la course au pouvoir. Elle est le fief et le titre que concède la société aux chevaliers vainqueurs d'un tournoi dont l'enjeu est la perte du respect de soi-même. Oui : parce qu'il y a ce terrible instant où **vous** devez prendre la responsabilité de prétendre que **vous** valez mieux que ceux que vous vous proposez de représenter. Personne ne peut prétendre ça sans mentir délibérément et sans que ça se sache : imaginez une salle remplie de gens en train de s'organiser autour d'un programme politique. Qui va être le chef, le sous-chef, le sous-sous-chef et l'aboyeur public? Et bien, ceux qui arriveront à proférer sans malaise l'aguichante proposition : *Moi, je veux bien... Je veux bien prendre votre tête, vous représenter, parler à votre place, intervenir en votre nom, faites-moi confiance, je saurai y faire*... Comment peut-on jamais avoir la certitude d'être capable d'un truc pareil ? Pour savoir ça, il faudrait avoir de soi et des autres une connaissance objective parfaitement impossible à atteindre. Ce qui est grotesque dans un concours de reines de beauté, c'est que des filles puissent penser d'elles-mêmes : *Je suis plus bandante que mes voisines*. C'est pour ça que tout le monde rit sous cape quand elles défilent à la con sous les feux de la rampe. La raison qui pousse nos reines de beauté de la politique à oser leur strip-tease, c'est qu'ils (elles) brûlent du *désir* d'être plus que les autres, devant eux, à leur place, et en même temps épargnés par leur morne quotidien.

Érotisme électoral

Rien ne ressemble plus à un vulgaire sauteur qu'un homme politique en chasse: *Il y a quelque chose en vous qui me fascine, on s'est déjà*

rencontré quelque part, je n'ai jamais oublié votre regard. Alors qu'il a déjà mis la main aux fesses du gibier convoité, le politicien continue à baratiner sa protestation de circonstance atténuante: *Je vous aime et je veux vous rendre heureux*. Le mensonge du prédateur qui cherche à faire admettre par ceux dont il brigue les voix que c'est leur bien qu'il poursuit et non son fabuleux plaisir d'être au-dessus de la mêlée et de voir son image multipliée par mille, preuve de la grandeur de son existence.

Tous les hommes le savent: le plaisir, ça se paie. En démocratie, pour pénétrer au paradis d'un quotidien irresponsable et d'une représentation de soi sur-sur-surdimensionnée, à moins d'être un artiste dans le vent, il faut passer par les élections. Elles constituent à la fois une épreuve de sélection et une forme d'initiation.

Il faut d'abord se faire accepter en ordre utile sur les listes par ses petits copains. Magouiller, se prosterner, mentir, parler pour ne rien dire - ce qui devrait être reconnu comme un des beaux-arts -, fermer les yeux quand il faut, discerner les opportunités du silence, trahir sans rougir, rougir de colère simulée etc. Et le jour dit, vivre l'angoisse des résultats. Mais alors, tadaaaa ! celui qui a le bonheur de passer la ligne d'arrivée est presque toujours assuré d'avoir définitivement quitté l'agitation médiocre de la réalité citoyenne. Dès l'instant où l'oiseau politique a gagné son perchoir, il est tranquille pour des années. Il ne lui reste qu'à prendre connaissance des ordres de ses véritables maîtres, ceux qui serrent ou desserrent les cordons de la bourse. Que ces ordres se situent aux antipodes de ce qu'il a promis n'a aucune importance : l'initiation électorale a blindé notre homme et il est fin prêt pour affronter les grands tâches qui l'attendent. Parmi les têtes primées, on choisira les ministres pour leur endurance exceptionnelle aux malheurs des autres.

Évidemment, toute médaille a son revers. La fonction ministérielle, justement, comporte un risque en cas de nid de poule : il faut parfois céder à l'hystérie citoyenne et se livrer à la figure appelée *démission,* relativement acrobatique, car il se peut qu'en dépit des assurances données par qui de droit, on ne retrouve pas toujours sa place au

classement final. Pour les députés, tout n'est pas constamment d'un rose soutenu non plus, dans l'opposition, ils devront se farcir un travail de rédaction considérable, propositions de loi, amendements, interpellations... Une situation qui explique leur frénésie à devenir *gouvernementaux*. Là, c'est la retraite bien méritée, les votes compacts, majorité contre opposition: du moment qu'on est pas sur les bords, y a qu'à regarder si le voisin lève la main et pour le reste, vogue la galère...

En fait de souveraineté du peuple, il s'agit d'une irresponsabilité de caste, élective. Un mandat généralement délivré à vie et qui peut dans certains cas devenir héréditaire.

À part ça, si l'on excepte les différences de rituel que nous venons de décrire, il est difficile de distinguer le fonctionnement des dictatures de celui des démocraties post-modernes. D'abord, tous les dictateurs ne se trouvent pas en place à la suite d'un coup d'État: Milosevic a été élu comme n'importe quel Jospin. Ensuite, un dictateur n'est jamais seul au pouvoir: il a des ministres et des conseillers. Enfin et surtout, rares sont de nos jours les dictateurs vraiment libres: comme les gouvernements démocratiques, ils sont tolérés par les représentants occultes et inéligibles des intérêts supérieurs de l'économie mondiale. Ils ont des comptes à rendre.

Et c'est là que le mystère s'épaissit : pourquoi, dans le cas d'une démocratie, les maîtres cachés mais véritables concèdent-ils le temps d'une procédure destinée à masquer leur rôle, alors que dans celui des dictatures, ils l'économisent ?

Terroriser à bon escient

On peut supposer que la nécessité d'une répression brutale est étroitement liée dans la tête de nos gestionnaires universels au potentiel de révolte que représente une population tourmentée par la misère. La terreur policière doit faire plus mal que la faim et l'abandon à la maladie et à la vieillesse. Et doit coûter moins cher que leur prise en charge : nous retrouvons là, très clairement, les dictatures regroupées dans les pays du Sud.

Jusqu'il y a peu, les pays démocratiques, dits aussi "pays riches" se regroupaient plutôt au Nord. Les populations y souffraient peu physiquement des inégalités indispensables au bon fonctionnement du système, on pouvait les supposer résignées et de toutes façon faciles à effrayer : pas besoin de gégène. Nous ne reviendrons pas ici sur ce qui a historiquement produit ces différences de niveau et de traitement, mais elles ne se sont pas manifestées par hasard. Cependant, le redéploiement actuel du capitalisme, favorisé par l'implosion des pays socialistes, confère à une telle disparité de régimes une touche d'injustifiable absurdité. Le relatif confort physique octroyé naguère aux populations des pays riches distrait une part importante des profits escomptés par la caste financière. Il est donc temps de mettre fin à cette hémorragie, qu'aucune menace collectiviste ne vient plus justifier.

Il va de soi qu'un retournement brutal de situation pourrait entraîner d'incontrôlables remous. Aussi assigne-t-on aux gouvernements **élus** la mission d'assortir graduellement, mais sans trop perdre de temps tout de même, le statut de leur cheptel trop gras aux performances de frugalité et d'endurance du Tiers Monde. Il faut en même temps en finir avec les coûteux systèmes de protection sociale et assurer la pacification de populations troublées par leur dégringolade. La fonction, c'est bien connu, crée l'organe et c'est ici que la question des limites se pose avec une acuité insoupçonnée: on redécouvre que, nécessité faisant loi, nos élus démocratiques doivent devenir capables des mêmes cruautés gestionnaires que les dictateurs. Dans l'immense majorité des cas, si ce n'est dans tous, ils s'adaptent très bien et pour les mêmes raisons : c'est à cette condition qu'ils restent au pouvoir.

Qu'il s'agisse des Serbes réduits au dénuement par le blocus ou des Anglais thatchérisés, des Irakiens affamés pour attendrir Saddam ou des Belges à traiter pour leur intégration à l'Europe, nous nous retrouvons devant des gens plongés dans des tourments d'intensité diverse, certes, mais toujours conçus, décidés et appliqués par des personnes qui ne les subissent pas. Les mesures prises par Van den Bossche à l'encontre des réfugiés et de ceux qui les aident ou celles de Miet Smet contre les chômeurs exigent une indifférence au malheur des autres semblable à celle manifestée par les représentants d'un

pouvoir fort : ceux qui décident des *sacrifices* n'en font jamais l'expérience. L'irresponsabili-té économique et sociale dans laquelle s'ébattent nos représentants les coupe radicalement de la réalité. Ils ne sont pas vraiment sadiques, non. Ils se contentent d'ignorer. D'ignorer ce que peut éprouver une jeune femme qui doit choisir entre ses dents et la viande pour ses enfants. D'ignorer comment un bras tordu ou un coup de pied botté dans la figure résonne dans un système nerveux. Ou les dernières pensées de quelqu'un qu'on prive d'oxygène. Ou le soubresaut du plexus de la chômeuse qui sort des bras de son ami pour ouvrir la porte à l'inspecteur de l'Onem.

Bien sûr et jusqu'ici, les victimes sont moins atteintes et moins nombreuses dans les pays démocratiques. Il se fait simplement que dans la compétition planétaire, elles partaient d'une situation particulièrement avantagée. Mais le principe est le même : élus ou non, les représentants du pouvoir politique assument l'obligation de conduire les populations là où il leur est commandé de les amener. Ils accentuent la pression à la demande. Recourent à la répression policière la plus brutale quand il faut. Élaborent des lois anticonstitutionnelles si nécessaire. Bazardent les droits et les libertés selon la conjoncture. Et tout comme Pinochet, sont bien décidés à ne jamais rendre de compte aux victimes. Mais à l'inverse de Pinochet, ils bénéficient de l'énorme avantage d'avoir été élus: *c'est le peuple qui l'a voulu*.

Milosevic, Saddam ne sont ni pires ni meilleurs que les autres. Ils sont simplement plus nus.

Les tuteurs de la terreur

Au jeu de con du pouvoir, les politiciens ne sont pas seuls à jouer. Sans force armée, leurs prétentions à imposer aux gens les quatre volontés du capital mondialisé seraient sans effet : dans une société qui **se veut** inégalitaire et compétitive, la violence est un élément d'intégration culturelle. Symbolique chez les riches, c'est-à-dire ceux qui ont le moins de relations concrètes avec les implications physiques de la production, elle se fait plus directe (dans le sens de *direct au menton*) au fur et à mesure qu'on "descend" dans les catégories sociales attelées aux tâches physiques. C'est cette violence-là qui est la plus

visible, partant la plus dérangeante: il importe de l'occulter, entreprise d'endiguement permanent, soutenue à la fois par l'éducation (de moins en moins) et par la terreur (arrestation, coups, emprisonnement).

Tous les États du monde doivent donc disposer, dans le secteur de l'éducation mais surtout dans celui de la répression, de forces spécialement entraînées pour faire peur et ainsi empêcher la remise en cause du système qu'ils protègent.

Contre l'effervescence *délinquante,* chaque État possède en abondance des formations de flics capables d'actes *tabous*, c'est-à-dire d'actes contre lesquels la culture moderne prétend dresser notre conscience: menacer autrui, le terroriser, le frapper, le blesser, le tuer ou le priver de liberté.

Quel que soit le régime politique, la fonction répressive entraîne chez ses agents les mêmes effets psychologiques : à la désensibilisation que poursuivent systématiquement les formations spécifiques (voir l'écolage des gendarmes), s'ajoute un endurcissement inévitable au contact d'un monde de désordres, de mensonges et de confusion affective. L'humanité persistante chez certains policiers doit être comprise comme une manifestation d'exceptionnelle énergie morale.

Face à la délinquance et à la criminalité, la déshumanisation policière est encore renforcée par la conviction très répandue que les *suspects* ne sont pas des êtres humains à part entière et qu'ils ne méritent pas d'être traités comme tels. Or, cet aspect de la réalité répressive est crucial : si abrutissantes et aliénantes soient les formations, elles ne parviendraient sans doute pas à éteindre définitivement les facultés d'empathie chez les candidats gendarmes si elles n'étaient confortées émotionnellement. Il faut que l'homme qui frappe, qui étouffe, qui jette les corps dans un combi soit assuré que sa conscience l'autorise à se conduire comme ça parce qu'il a affaire à *quelque chose* qui n'est en rien son semblable. Les forces de répression les plus terrifiantes que l'Europe ait eu à connaître, les SS, étaient pénétrés de l'inhumanité juive, d'autant plus pernicieuse à leurs yeux qu'elle adoptait un camouflage souvent séduisant.

C'est sur de tels artefacts humains qu'un État fonde sa suprématie et grâce à eux qu'il arrive cahin-caha à tenir en respect les tourbillons chaotiques engendrés par les orientations sociales qu'il impose.

Cependant, trônant souverainement au-dessus de l'agitation criminelle du vulgaire, une économie institutionnalisant la nécessité de *manger l'autre pour ne pas être mangé* favorise évidemment la criminalisation des activités marchandes un peu conséquentes et de là celle de l'ensemble des fonctions économiques et sociales. Criminalité de haut vol qui se joue d'abord sur le plan de la fraude, du vol en quelque sorte abstrait puisqu'il ne se matérialise *généralement* pas directement sous la forme d'un bien déterminé, du mensonge organisé, de la corruption des institutions de contrôle et de politiciens. Plus ou moins "propre", en ce sens qu'elle n'implique pas **automatiquement** une violence physique. Quoiqu'elle doive bien sûr en passer par là lorsqu'elle est mise en difficulté par des individus rebelles ou pire, par des chevaliers blancs qui s'efforcent de la mettre à découvert. Cette criminalité fonctionnelle, non seulement normale, mais indispensable, n'est évidemment pas pistée systématiquement, elle est très rarement dénoncée et prise à partie (voir les révélations sur les disparitions colossales de marchandises au procès **à huis clos** de la délégation des Forges de Clabecq). Si quelques scandales sont jetés en pâture à une population excédée d'injustice, c'est pour donner le change : nos gouvernants trouveront scandaleuse l'idée d'accorder à chaque chômeur l'indemnité aujourd'hui reconnue au chômeur chef de ménage, revendication que l'odieuse Miet Smet a chiffrée à 56 milliards, mais ils laissent tomber les bras devant une fraude fiscale de cinq cent milliards (1).

Reste enfin ce que tous les États existants craignent le plus et pourchassent avec le plus de détermination, ceux qui dénoncent les structures de pouvoir et leur fondement, ou qui s'efforcent de rendre publique la réalité de son fonctionnement. Ceux qui résistent. À première vue, il semble paradoxal que dans la multitude de groupements de "résistance", les plus actifs et les plus déterminés se retrouvent autour de revendications nationalistes, comme l'IRA et l'ETA en Europe, mais à la réflexion, ce sont là des organisations puissamment

soutenues dans l'ombre, sans doute parce qu'elles constituent une clientèle de choix pour un trafic très coté : on ne revendique pas un territoire sans armes. Et puis, en cas de réussite, les "combattants" qui n'avaient pas trouvé place dans la pyramide politique existante ont en quelque sorte créé leur propre emploi et deviennent des "homologues" tout-à-fait respectables. Vous l'aurez sans doute remarqué : même s'il fait chier le peuple, le "terrorisme" nationaliste a finalement meilleure réputation que les mouvements sociaux radicaux. Avec lui, les forces de répression sont sur leur terrain de prédilection: la guerre. Tout le monde sait que la guerre, c'est l'inversion vertueuse des valeurs admises en temps de paix. En conséquence, que ce soit en Grande-Bretagne, en Espagne, en Argentine, aux USA, en Israël, en Yougoslavie, en Irak, partout où les forces armées, de police ou militaires, ont à neutraliser une remise en question *non autorisée* de l'ordre territorial établi, les civils trinquent: on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs.

Il ne faut à ce propos cultiver aucune illusion : des gendarmes instructeurs, qui ont mis au point la technique du coussin, aux exécutants qui l'ont appliquée sans se poser de questions, la Belgique dispose d'un équipement humain capable de faire chez elle ce qu'elle dénonce à l'étranger d'une manière à vrai dire légèrement erratique: on déplore à la rigueur les massacres israéliens, mais on fustige avec violence ceux qui sont imputés aux Serbes alors qu'en vérité, la seule question d'intérêt pratique est de savoir quels sont les États auxquels l'ONU, c'est-à-dire l'OTAN, c'est-à-dire les USA reconnaissent le droit de maintenir leur pouvoir sur les populations qu'ils gouvernent. Il y a des pays qui peuvent autoriser en toute légitimité internationale leurs forces de police à assassiner et à torturer les gens et d'autres qui doivent être mis au ban et bombardés en conséquence pour les mêmes raisons. Toujours ce sacré problème des limites : il faudrait quelque génie nouveau pour mettre au point une justification fine étayant juridiquement et moralement pareil parti pris. Car ne pas l'étayer, c'est admettre que nous vivons aujourd'hui dans une société sans foi ni loi autre que celle du plus fort. Que le pouvoir est au bout du fusil ou sur le coussin. Et que seuls y résistent ceux qui se comportent comme lui.

Agneaux et anars, s'abstenir.

Chiquet Mawet

1) Si le pouvoir demande peu ou pas de comptes aux possédants, ils n'en demande aucun aux flics. Voilà une profession qui vous met efficacement à l'abri de la Justice.

FRANCE

LA TENDANCE LIBERTAIRE DES VERTS

PREND SON AUTONOMIE

Écologie sociale

Lors de la dernière AG des *Verts* français,
la tendance *Écologie Sociale*
a décidé de rompre avec le parti
et de créer un mouvement autonome.
Explications.

Il y a une vie après les Verts

Interview de Philippe Boursier (l'un des quatre porte-parole nationaux des *Verts* français) repiquée dans l'hebdomadaire *Rou-ge et Vert, le journal des Alternatifs* du 18 décembre 1998.

- À l'ouverture du Congrès des Verts, tu as annoncé ta décision de quitter le mouvement, peux-tu nous résumer les principales raisons de ce choix ?

Je crois qu'il est aujourd'hui indispensable que des voix s'élèvent pour dire clairement que la "gauche plurielle" conduit une politique *néo-libérale* et *productiviste*. Si nous avions affaire, avec Lionel Jospin, à une équipe lente à réformer la société française - de celles qui ne vont

pas assez vite, pas assez loin - je me ferais sans doute l'avocat d'un contrat avec elle. Mais ceux qui s'imaginent vibrionner autour de sociaux-démocrates classiques n'ont pas pris la mesure du formidable mouvement de conversion des élites françaises au néo-libéralisme qui a marqué les années 80. Quinze jours après sa nomination comme premier ministre (2 juin 1997) au terme d'une campagne où il avait suggéré qu'il renégocierait le pacte de stabilité, Jospin déclarait son profond attachement à la monnaie unique, déclaration à laquelle la *Conférence d'Amsterdam* donnait tout son sens. Puis vint Renault-Vilvorde, et la première ouverture du capital de France Télécom. Depuis, le gouvernement pluriel **a plus privatisé** que l'équipe Juppé. Et, c'est dans la même perspective, qu'il justifie désormais le recours aux fonds de pension, après avoir refusé d'augmenter significativement les minima sociaux et enterré la grande réforme fiscale annoncée. Quant à la loi sur les 35 heures, dénuée de garde-fous, elle appelait en filigrane l'usage qu'en ont su faire des employeurs malins: une loi de flexibilité dans la plupart des branches qui jouent en même temps sur la loi et contre la loi.

Cette politique en trompe-l'œil demeure également soumise aux grands lobbies productivistes, bien relayés au sein même du gouvernement. Une fois concédés le holà à l'extension du canal Rhin-Rhône et l'arrêt de Superphénix, Dominique Voynet a dû accepter la reprise des grands chantiers autoroutiers, l'extension de l'aéroport de Roissy, l'autorisation du maïs transgénique, l'élargissement des périodes de chasse, les aides au gazole professionnel des routiers, l'autorisation cet été de deux nouveaux organismes génétiquement modifiés, le chargement au MOX de quatre réacteurs à Chinon... Et désormais, par sa présence au gouvernement, elle *cautionne* l'enfouissements des déchets radioactifs.

Notre rupture avec les Verts vient enfin du *délitement* démocratique de ce parti dont la direction a fait le deuil de la *politique autrement*. Désormais, la préoccupation électorale devient obsessionnelle, on transige sur le cumul des mandats, les instances du mouvement sont le plus souvent court-circuitées, bref, les Verts, totalement pris par la logique de la compétition politique, se conforment au fonctionnement

des partis traditionnels. Qui porte encore le projet de participer au jeu politique tout en agissant pour transformer les règles du jeu?

La désignation de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste *Verte* aux Européennes apparaît symptomatique de cette évolution qu'elle contribue par ailleurs à accélérer. Tout cela, qu'on va à présent justifier au nom du réalisme, participe d'une politique-spectacle qui est le contraire exact du réalisme. Je suis d'ailleurs toujours un peu étonné par l'étonnement dont font preuve aujourd'hui ceux qui déplorent que les députés Verts aient voté pour la révision constitutionnelle ou que Cohn-Bendit explique "savamment" dans les colonnes de *Libération* qu'il est favorable à l'indépendance de la Banque centrale au nom, dit-il, *de la démocratie qui est l'organisation du rapport de forces entre l'économique, la finance et la politique* (Libération 2.12.98).

- Quels vont être les choix et les priorités des militant(e)s d'Écologie Sociale dans les semaines et les mois à venir ?

Dans un premier temps, mettre en réseau l'ensemble des militant(e)s et des groupes locaux qui s'associent à notre démarche. *La lettre d'Écologie Sociale*, qui est diffusée toutes les deux semaines à plusieurs milliers d'exemplaires, en est d'ores et déjà le foyer, comme le confirment les nombreux témoignages de soutien que nous recevons. Par ailleurs, la revue trimestrielle *Arguments pour une écologie sociale* va paraître sous une forme améliorée: il est fondamental d'approfondir la réflexion à gauche notamment sur la question de l'articulation entre un projet de développement soutenable et la critique de toutes les formes de domination. Cette articulation est au cœur de **l'écologie libertaire**: contre la logique foncièrement prédatrice du capitalisme, elle vise à instaurer des relations d'équilibre entre les humains et les écosystèmes et une éthique de la solidarité avec les générations futures; contre la délégation de pouvoir, elle prône une pratique anti-autoritaire fondée sur l'autonomie des personnes et l'auto-organisation des mouvements sociaux; contre les différentes formes de domination économique, culturelle, de sexe, etc. Elle vise à redistribuer l'ensemble des ressources permettant l'émancipation de toutes et de tous.

Dans un second temps, *Écologie Sociale* deviendra un mouvement fédéré. Il est en effet vital que l'écologie critique se donne les moyens d'une expression politique forte et cohérente, alliant la capacité à intervenir dans le jeu politique tout en en transformant les règles et la volonté d'ouvrir un dialogue sans sectarisme *mais sans concessions* avec l'ensemble des courants soucieux de construire une radicalité plurielle. Car, rompre avec la gauche gouvernementale, ne veut pas dire se replier. Nous voulons ouvrir le dialogue avec une gauche de "gauche", radicale et débarrassée des anciennes phraséologies.

- Plusieurs courants et associations (dont les Alternatifs) aujourd'hui souvent éclatés partagent ce souci de réinventer la gauche pour une alternative radicale au capitalisme et au productivisme. L'heure n'est-elle pas venue d'oeuvrer à leur regroupement ?

Absolument. Je suis convaincu qu'il est désormais possible de constituer à court terme un pôle de radicalité en France. D'abord parce qu'une nouvelle culture de contestation tend à se diffuser, de plus en plus largement, comme en témoigne, par exemple, le succès de journaux engagés comme *Le Monde Diplomatique* ou celui de la collection *Raisons d'agir* de Pierre Bourdieu. Ensuite parce que de nouveaux mouvements sociaux ont émergé, depuis 1995, nous sommes, pour ainsi dire, entrés dans un nouveau cycle de luttes sociales. Évidemment, la notion de "cycles" est sociologiquement un peu discutable... Disons que les mobilisations "fonctionnent" pour une bonne part à l'anticipation des chances de réussite de l'action collective. Après la traversée du désert des années 80, on voit bien aujourd'hui que, sur de multiples scènes, les acteurs sociaux prennent conscience que des conquêtes collectives sont possibles. Il faudrait faire preuve d'une grande cécité pour ne pas voir que nous sommes aujourd'hui dans une période d'effervescence sociale, de montée des mobilisations dans de multiples secteurs : jeunes scolarisés, chômeurs et précaires, entreprises publiques, etc.

Je crois d'ailleurs que cette montée des mobilisations est, en partie, un effet non voulu de la massification scolaire. L'institution scolaire produit, en effet, chaque année, un peu mécaniquement, des générations de diplômés prompts à se saisir des ressources critiques acquises au

cours de la scolarité. Les jeunes salariés ou demandeurs d'emploi frustrés dans leurs attentes prennent appui sur les ressources d'une culture générale acquise durant leur trajectoire scolaire, plus longue que celle de nombre de leurs aînés, pour y puiser les éléments d'un regard critique sur le monde social, de même qu'ils y trouvent les ferments d'une critique de l'exploitation des écosystèmes par le productivisme dominant (le développement assez fulgurant de formes de lutte donnant beaucoup de place à la contre-expertise - je pense par exemple à l'association ATTAC et au mouvement de résistance à l'AMI - n'est-il pas révélateur de la manière dont une nouvelle génération de militant(e)s invente une nouvelle radicalité?). Par ailleurs, un militantisme homosexuel s'est reconstitué autour de la solidarité avec les victimes du HIV, et élargit ses thématiques comme ses techniques de lutte, à l'instar d'Act-Up. Enfin, les luttes des femmes en tant qu'instruments de la critique de la domination masculine ont fait l'objet de redéfinitions pratiques et théoriques.

La conjonction de cette nouvelle culture de contestation et de ce nouveau cycle de luttes sociales dessine un espace politique pour l'heure inoccupé. Des gens venus d'histoires très diverses - libertaires, écologistes, chrétiens progressistes, marxistes "rénovés"... - regardent aujourd'hui dans la même direction. Que manque-t-il à cet espace et à cette force en devenir ? D'une part, des jalons pour un programme, car la culture de contestation a aujourd'hui les moyens de se faire pragmatique et propositionnelle. D'autre part, une mise en réseau et une mise en mouvement. Sans doute faut-il penser, dès à présent, des formes d'organisation confédérales permettant, à terme, de construire une sorte de confédération de la gauche et de l'écologie radicales.

Extrait de l'hebdo des Alternatifs
Rouge et Vert (18.12.98)

MORCEAUX CHOISIS DE LA
LETTRE DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE

Écologie libertaire

- Libertaire et antilibérale, l'écologie sociale fait le lien entre la critique de toutes les formes de domination et l'idée du développement soutenable.

- Contre la logique foncièrement prédatrice du capitalisme, elle vise à instaurer des relations d'équilibre entre les humains et les écosystèmes et une éthique de la solidarité avec les générations futures.

- Contre la délégation de pouvoir, elle prône une pratique anti-autoritaire fondée sur l'autonomie des personnes et l'auto-organisation des mouvements sociaux.

- Contre les différentes formes de domination - économique, culturelle, de sexe etc. -, elle vise à redistribuer l'ensemble des ressources permettant l'émancipation de toutes et de tous.

Aujourd'hui un réseau

Notre objectif immédiat: mettre en réseau l'ensemble des militant(e)s et des groupes locaux qui se reconnaissent dans une perspective d'écologie sociale. *La lettre d'Écologie Sociale*, qui est diffusée toutes les deux semaines à plusieurs milliers d'exemplaires, en est d'ores et déjà le foyer, comme le confirment les nombreux témoignages de soutien que nous recevons.

La Lettre d'Écologie Sociale rassemble de façon synthétique la contre information, la présentation d'outils critiques et l'élaboration de propositions concrètes.

Demain un mouvement

En 1999, *Écologie Sociale* deviendra un mouvement fédéré. Il est, en effet, vital que l'écologie critique se donne les moyens d'une expression politique forte et cohérente, alliant la capacité à intervenir dans le jeu politique tout en en transformant les règles et la volonté d'ouvrir un dialogue sans sectarisme *mais sans concessions* avec l'ensemble des courants soucieux de construire une radicalité plurielle.

ecologie.sociale@wanadoo.fr

Mettre en mouvement l'écologie radicale

Le sursaut espéré n'a pas eu lieu. Avec plus de 67% des votes en faveur de la majorité et 23% seulement à la minorité (le texte de Françoise Duthu, à 10%, ayant surtout cristallisé les humeurs de "majoritaires" déçus), l'assemblée générale décentralisée du 25 octobre a entériné la stratégie conduite par Dominique Voynet depuis deux ans.

C'était malheureusement prévisible. Le mouvement *Verts* s'est certes étoffé, mais souvent en direction de notables issus de *Génération Écologie* qui ont contribué à recentrer ses positions tout en altérant ses pratiques : il n'est qu'à voir dans le sud, les partisans d'un maire rallié affréter un car pour amener voter à l'AG la clientèle de leur champion, dont des employés de la municipalité.

Quant aux positions du mouvement, que deviennent-elles au gré de nos relations avec nos "partenaires" de la majorité ? La tendance au gauchisme verbal ne trompe plus personne ; mais elle accompagne doucement, comme un chant funèbre qui s'ignore, l'alignement du mouvement sur la politique unique de Lionel Jospin, sur ce

libéralisme dénié qu'incarne Daniel Cohn-Bendit, et qui se paie d'effets de manche et de coups de gueule pour se donner un air contestataire sans s'inquiéter de ses incohérences.

Pour tous ceux qui sont attachés à une écologie radicale et réaliste, libertaire et pas libérale, l'erreur serait aujourd'hui de rester sur une posture défensive, d'atténuer leur désaccord avec "la ligne du parti" . *La lettre d'Écologie Sociale* sera un moyen, parmi d'autres, de travailler en réseau *horizontalement*, face aux tendances hiérarchiques de plus en plus pesantes de l'appareil *Vert*. Un moyen de redonner du mouvement à l'écologie politique radicale. Et c'est bien cette mobilisation qui est à construire aujourd'hui.

Écologie Sociale
BP 642
85016 La Roche-sur-Yon cedex

Écologie sociale, c'est parti !

Nombreux sont les citoyens qui aspirent à une radicalité réaliste. Et ce n'est pas la "gauche plurielle" qui va la leur apporter comme l'actualité récente l'a, une fois encore, démontré. En quelques semaines, le gouvernement a différé la réforme de la taxe d'habitation, proposé une réforme de l'audiovisuel ménageant les intérêts des grands groupes privés, reculé sur le PACS, renoncé à faire voter une loi contre les licenciements, raidi sa position sur les sans papiers, relancé le viaduc de Millau... Comment peut-on encore accorder quelque crédit à gauche à une équipe qui, comme le rappelle utilement le *Canard Enchaîné*, aura, en

fin de compte, plus privatisé que les gouvernements Chirac, Balladur et Juppé réunis?

Il y a décidément urgence à faire du neuf. À présent qu'est consommée notre nécessaire rupture avec la direction des *Verts* et avec la gauche plurielle, c'est la construction d'un autre espace politique qui mobilise nos énergies. *Écologie Sociale* est aujourd'hui un réseau, ce sera demain un mouvement.

Un réseau, car il est vital de mettre en relation tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans une perspective d'écologie libertaire. Cette lettre en est d'ores et déjà le foyer, comme le confirment les nombreux témoignages de soutien que nous avons reçus. *La Lettre d'Écologie Sociale* continuera d'allier, de façon synthétique, la contre information et la présentation d'outils critiques, ainsi que l'élaboration de propositions concrètes. Et la revue *Arguments* approfondira la réflexion sur les sujets qu'on ne peut traiter en une demi-page dans ces colonnes, et s'efforcera d'avancer *dans le débat et la confrontation d'idée* des éléments de programme.

Un mouvement, car il est également vital que les militant(e)s et les groupes se reconnaissant dans l'écologie sociale se donnent les moyens d'une expression politique forte et cohérente, alliant la capacité à intervenir dans le jeu politique tout en en transformant les règles et la volonté d'ouvrir un dialogue sans sectarisme *mais sans concessions* avec l'ensemble des courants soucieux de construire une radicalité plurielle.

Philippe Chailan

SECTE / NOTRE ENQUÊTE

Le Mouvement Humaniste

Son histoire, son gourou, son développement en Belgique...

Généralement, quand vous voulez parler de sectes ou de mouve- ments sectaires, la première réaction de votre interlocuteur, une fois le mot "secte" prononcé, est un amusement assaisonné de scepticisme.

De la même manière que certains sont convaincus qu'il existent de nombreux complots derrière la façade d'honorabilité de la Belgique, de mon côté, je suis convaincu que derrière le groupe connu sous les nom de *Parti Humaniste* (PH) ou de *Mouvement Humaniste* se cache une structure sectaire. Je fonde cette conviction sur toute une série d'informations dont cet article est la synthèse.

Évidemment, il faudrait s'entendre sur la définition d'une secte, ce qui n'est pas évident. On peut trouver des exemples de définition intéressants dans les textes des différentes commissions parlementaires qui se sont intéressées à ce sujet. Par exemple le point de vue exprimé par Anne Morelli : *les religions sont des sectes qui ont réussi* (1). Plus concrètement, dans le rapport de la commission d'enquête du parlement belge sur les sectes, on relève deux définitions données par Julia Nyssens, présidente de l'ADIF (2).

Sur le plan sociologique: *Un groupe sectaire est celui qui suit un chef, lequel prétend avoir la vérité et le salut. L'ensemble agit dans l'intérêt du chef et de ses assesseurs, et il n'y a pas de recours externe.*

Sous l'angle juridique: *Il s'agit d'un groupe qui, au nom d'une loi fondamentale, d'une liberté, viole toutes les autres lois, les droits de l'homme et les conventions internationales* (3).

Mon intérêt pour les agissements du *Mouvement Humaniste* date du début des années 90. J'avais été approché, à l'époque, par des recruteurs de *Mouvement* selon la procédure décrite plus loin. Pendant quelques semaines je me suis laissé séduire par le projet affiché par le *Mouvement*. Mes problèmes personnels, liés à la vie familiale et d'étudiant, m'incitaient à rechercher de nouveaux repères, et le *Mouvement* voulait me les fournir... Toutefois, tout en me reconnaissant dans les objectifs affichés du *Mouvement*, ses pratiques m'en éloignèrent rapidement. Je pense entre autres aux exercices psycho-physiques et de relaxation en groupe qui prenaient une place importante dans les activités du groupe, mais aussi au travail de prosélytisme auquel nous étions invités à participer avec insistance, que ce soit dans la rue ou dans notre entourage direct (famille, amis). Apparemment, c'était par ces deux types d'activités que nous allions rendre le monde plus humain...

Ce n'est que quelques années plus tard, qu'un article sur le *Mouvement Humaniste* me fit réaliser que derrière leur projet de façade se cache une structure qui possède la plupart des attributs d'une secte.

Depuis, j'ai eu l'occasion de re-croiser le *Mouvement Humaniste* à plusieurs reprises, dans différents milieux militants de Bruxelles qu'ils essayent, selon moi, d'infiltrer afin d'exercer leur prosélytisme.

Doctrine du Mouvement Humaniste

Le *Mouvement Humaniste* base toute son idéologie, le *siloïsme,* sur les écrits de référence (4) de son fondateur, Mario Rodriguez Cobos, dit *Silo*.

Le principe de base du *siloïsme* est que la violence (physique, économique, raciale, religieuse, etc.) est générée par la souffrance morale ou physique; cette violence est dans la conscience de l'Homme, mais il est possible de l'exorciser en transcendant la souffrance, par la paix intérieure et l'amour.

Pour y arriver, il faut activer le développement personnel et la transformation sociale. Le développement personnel requiert une attitude positive et constructive, la pratique de l'autocritique, la remise en cause des croyances et de l'information limitatives et aliénantes.

La transformation sociale est axée sur la solidarité, la non-violence active, la non-discrimination, la lutte contre les monopoles, l'implication face aux tares du système, les coopératives et l'autogestion et (*last but not least*) la contribution à l'expansion du *Mouvement*.

De la doctrine du *siloïsme* il découle que pour combattre les injustices de notre monde et le changer radicalement il faut, avant tout, que les gens effectuent un travail personnel de *rééducation*. C'est en étant membre du *Mouvement* que ce travail serait possible; donc afin de changer le monde il faudra qu'un maximum de gens rejoignent le *Mouvement Humaniste*.

Stratégies de recrutement

Le recrutement d'un maximum de personnes est un des objectifs principaux du *Mouvement Humaniste*. Pour y arriver, deux techniques sont employées: le recrutement direct et la création d'organisations de façade susceptibles d'attirer des recrues potentielles.

Le recrutement direct se fait dans la rue, en proposant aux passants de répondre à un petit sondage dont les trois premières questions ressemblent à ceci : *Quelle est ton opinion sur la société ? Faut-il, à ton avis, la changer ? Dans la vie, te sens-tu en accord avec ce que tu penses et ce que tu fais ?*

Quand les réponses sont dans le registre d'opinions du *Mouvement*, la recrue potentielle est invitée à répondre à un questionnaire plus détaillé portant sur le choix des valeurs, la violence exercée par la société, la communication avec les gens, les changements du monde actuel.

Ensuite, l'enquêteur/recruteur décrit succinctement le *Mouvement* et presse la recrue à se rendre dans l'heure à une réunion d'information. Est ensuite programmée, une réunion d'*intégration* qui offre au petit nouveau le rôle de *délégué de groupe*, ce qui signifie qu'il va faire partie d'une équipe d'une dizaine de personnes. Cette équipe se trouve tout en bas de la pyramide que constitue le réseau international du *Mouvement*. Lorsque l'équipe atteint une vingtaine de délégués de groupe, elle se

scinde, ce qui permet aux initiateurs de l'équipe d'évoluer dans la hiérarchie du *Mouvement*.

Le délégué de groupe est immédiatement impliqué dans diverses activités: réunions d'équipe et de *configuration*, séminaires de travail, week-end d'*approfondissement*, prospection par enquêtes... Très vite le délégué est appelé, en tant que *régénérateur*, à recruter pour constituer une nouvelle équipe, ou à occuper une fonction d'*administratif* ou d'*appui* sous le contrôle de l'*orientateur* qui dirige l'*équipe*.

Pour convaincre la nouvelle recrue de s'investir dans le *Mouvement*, une série de techniques manipulatoires sont utilisées dès les premiers contacts. Lors de la réunion d'information, la recrue est *impressionnée* par des concepts rigides : ! l'individu est conditionné dès sa naissance ! on ne peut agir efficacement qu'en groupe ! il faut casser l'individualisme ! la société ne propose pas de solution globale aux problèmes, nous en avons une.

La recrue participe ensuite à des exercices psychophysiques : séances de relaxation, de distanciation, méditations guidées, psychodrames (suivre et exprimer des situations de souffrance), exercices ludiques...

Ces exercices sont destinés, en principe, à permettre la prise de conscience des comportements personnels et des attitudes relationnelles, mais en pratique, la recrue subit, à son insu un conditionnement dont les éléments sont les suivants : ! un retour au passé pour effacer les impressions douloureuses et les blocages individuels ! une fixation au présent pour intégrer l'individu au *Mouvement* et l'y faire travailler bénévolement ! une projection dans un futur hypothétique où l'homme sera heureux dans le meilleur des mondes... humaniste.

Le résultat de ce conditionnement est de faire ressortir les problèmes qu'une personne a avec son entourage, et l'endoctriner de manière que le *Mouvement* soit la seule solution a ses problèmes.

En plus de se développer par recrutement individuel, le *Mouvement* a donné naissance à un certain nombre de satellites dont le but est d'atteindre différents milieux sociaux propices au recrutement de nouveaux adeptes à l'aide d'offres variées. Ces organismes sont le *Parti Humaniste*, le *Parti Vert Humaniste*, les *Centres de Culture Humaniste*...

En réalité, le *Mouvement* est la seule structure considérée comme importante. On pourrait comparer le *Mouvement* à une grande pieuvre qui utilise ses tentacules (les organisations satellites) pour se lier à tous les contextes, multipliant ainsi les champs d'action et réussissant à obtenir de plus nombreux adeptes. Il s'agit de proposer une alternative différente selon le goût de chaque personne. Ce que ne savent pas les personnes qui entrent dans les griffes d'une de ces organisations, c'est qu'elles ne prendront jamais part à ces activités qui les attirent tant, bien au contraire, elles finiront par se consacrer totalement au prosélytisme.

Organisation

L'organisation internationale du *Mouvement* est structurée hiérarchiquement et autoritairement. Il n'y a pas de système électif à quelque niveau que ce soit. En haut de la pyramide : *Silo*, nomment les *coordinateurs généraux* qui dirigent chacun un *conseil* (Persée, Phénix...), puis les *coordinateurs locaux*. Le coordinateur local a un conseil de neuf à douze *délégués généraux*; le délégué général, un conseil de neuf à douze *délégués d'équipe*; le délégué d'équipe a en charge sept à dix *délégués de groupe*.

Le livret intitulé *Normes et cérémonial de la Communauté* décrit les rites et la liturgie interne de l'organisation, qui font songer à une sorte de maçonnerie dans laquelle on ne pénètre que par une succession de paliers initiatiques. L'énoncé des normes est complété par un cérémonial qui décrit les rites d'accès aux différents grades, le déroulement des offices, l'imposition des mains, l'imposition guidée, la protection, le mariage, l'assistance, la mort. Le contenu de ces cérémonies est à la fois ampoulé et d'une pauvreté affligeante. On ignore dans quelle mesure ces liturgies sont effectivement pratiquées.

Historique du mouvement

L'histoire du *Mouvement* est intimement liée à celle de son fondateur et leader, Mario Rodriguez Cobos, dit *Silo* à cause de sa grande taille. Né à Mendoza, Argentine le 6 janvier 1938, il reçoit un enseignement religieux au collège mariste. Il reconnait lui-même posséder un pouvoir de persuasion, acquis après avoir *étudié pendant des années l'art oratoire,(...) réfléchi au pouvoir de la parole, eu des expériences théâtrales et effectué des études sur le thème de la communication* (5). À vingt ans, il entreprend, dans des groupes d'études, une réflexion sur la relation entre structure sociale et individu. Il élabore un simulacre de doctrine fondée sur la non-violence et quelques vérités d'évidence qu'il présente comme des découvertes.

C'est en mai 1969, dans un pays aux mains d'une junte militaire dont il est prudent de se méfier, que *Silo* décide de faire connaître publiquement le message dont il se prétend porteur. Il choisit pour cela un lieu isolé et symbolique. Le mont Aconcagua, proche de Mendoza, un des plus hauts d'Amérique. Là, devant 500 personnes, dans une atmosphère théâtrale, il prononce son *Discours sur la montagne* auquel ses disciples ne cesseront désormais de se référer. Ainsi, naît le *Mouvement de libération intérieure*. Parti d'Argentine, le mouvement s'implante en Amérique Latine. Alain Labrousse mentionne dans *l'Expérience chilienne* (6) le développement du *siloïsme* dans ce pays et la création d'une branche politique, *Poder Joven*. Ce groupe, clandestin, est animé par un certain Bruno Van Ehrenberg, qui est soupçonné d'avoir appartenu au mouvement fasciste argentin *Tacura*. Se tissent ainsi des liens entre l'extrême droite et le *siloïsme* que confirme la revue *The Radical Right* (7) : *Ce mouvement illégal, nazi, lié au groupe argentin "Tacura", s'est opposé violemment au régime d'Allende*.

À partir de 1978, le *Mouvement* se restructure et change de nom. Il devient la *Communauté pour le développement de l'être humain*.

Depuis lors, le *Mouvement*, sans jamais atteindre des effectifs considérables, s'est maintenu et a progressé au point de toucher quelques milliers de personnes à travers le monde (73 pays et 20.000 adeptes selon le *Mouvement* lui-même).

Autre pratique caractéristique des sectes, l'infiltration dans les milieux politiques et les entreprises. Voici deux exemples cités par la presse française ! le *Mouvement* contrôlait le comité d'entreprise d'une société d'ingénierie informatique basée à la Défense en 1995 (8) ! une société de formation, *Spirale Consultants*, forme le personnel d'une filiale de McDonald's. Certains des formateurs officiaient au sein d'*Homme et évolution*, satellite du *Mouvement*, tel José Lara, ancien militaire argentin devenu l'un des principaux théoriciens du *siloïsme* (9).

Et en Belgique...

En Belgique, le *Parti Humaniste* est crée en 1984. Il se présente aux législatives de 1984, aux communales de 1988, aux Européennes de 1989 (5.000 voix), aux européennes de 1994. Son programme est résumé ainsi : *une démocratie ample et participative, une économie solidaire, le respect des droits humains, l'accès égalitaire au travail, à la santé et à l'éducation, la fin de la violence institutionnalisée, l'ouverture de canaux de participation* (10). Un programme capable d'en séduire plus d'un, au point que des *brèves* d'Alternative Libertaire mentionnent des communiqués du PH (AL80 mai 86; AL104 nov 88 ; AL105 dec 88 ; AL 106 jan 89), ou que des membres du PH figurent sur des listes d'Écolo dans certaines communes de la région bruxelloise aux élections communales de 1988.

Jusqu'au début des années 90, le *Mouvement* se développe principalement par recrutement direct et via le *Parti Humaniste*.

En 1992, une première *maison de quartier* ou *centre de communication humaniste* voit le jour à Etterbeek, trois autres s'installent à Ixelles, Bruxelles-ville et Jette. À chaque fois un journal de quartier est diffusé (*Le Lien*, *Trampoline*, *Goëland*, *Quartier Sans Barrière*, *Acacias Flash*). Ces journaux obtiennent régulièrement le soutien de quelques commerçants du quartier qui, sans forcément réaliser ce qui se cache derrière, le sponsorisent ou le diffusent dans leur commerce. J'ai eu, par exemple, l'occasion de trouver des exemplaires d'*Acacias Flash* à la boutique Oxfam de la rue des Champs à Etterbeek.

C'est toujours à partir d'Etterbeek que le *Mouvement* s'infiltre dans un des réseaux SEL (Service d'Échanges Locaux) de la capitale, *LETS Bruxelles* (11).

La plupart des *Centres de Communication Humaniste* cités ont aujourd'hui fermé (par manque de membres ? d'argent?), mais d'autres ouvrent, comme le local du 131, rue du Noyer qui s'affiche en même temps comme *Mouvement Humaniste*, *Parti Humaniste*, *Centre des Cultures Humaniste*. L'équipe qui l'anime semble assez active, et publie un journal appelé *Couleurs Terre*, prônant la rencontre entre les cultures. Armés d'un tel programme, ils ont essayé, en 1998, de s'insérer dans différents mouvements tels le *Collectif Contre les Expulsions* et le *Centre Social*. Ensuite, ces derniers mois, ce sont les sans-papiers de l'église du Béguinage qui ont fait l'objet de leur sollicitude.

Deux autres milieux où on retrouve le *Mouvement Humaniste* ! Les luttes ouvrières autour de Clabecq, des membres du PH manifestaient en effet à Charleroi le 25 octobre 98 en soutien à Roberto D'Orazio ! Les mouvements blancs. Gilles Smedts, tête de liste du PH en 1994 à participé à la marche contre la loi du silence et pour la vérité (15/2/98). À la même époque, il participe à des réunions pour la mise en place d'un projet électoral issu du mouvement blanc.

Mais le plus grand succès du *Mouvement Humaniste*, en ce début 1999 est d'avoir obtenu deux plages de deux heures à *Radio Panik* (12) pour leur émission *Couleurs Terre*. C'est un sale coup pour cette radio qui doit faire face actuellement à des problèmes financiers et de locaux.

Un nom qui apparait régulièrement dans tout ce qui a à voir avec le *Mouvement Humaniste* est celui de Tatiana De Barelli, porte parole du *Mouvement* en Belgique (13), c'est elle qui se charge d'envoyer des droits de réponse (comme celui que nous devrons probablement diffuser le mois prochain) lorsque la presse parle du *Mouvement*. Elle est aussi l'éditeur responsable du journal *Couleurs Terre*.

Conclusion

Ce tour d'horizon n'apporte peut-être pas les preuves irréfutables quant à la dangerosité du *Mouvement Humaniste*, mais il permet de s'en faire une petite idée.

Quelque soit l'influence réelle du *Mouvement*, il a, selon moi, le grand défaut de vouloir creuser sa niche dans les milieux progressistes de gauche grâce à ses objectifs affichés (humanisme, non-violence, autogestion, désobéissance civile, refus de l'autorité...), et donc de détourner, de décevoir et de désinformer des personnes d'un milieu déjà suffisamment morcelé et divisé.

La dissonance entre le message affiché et la structure interne, ainsi que les thérapies "d'auto-libération", devraient déjà inquiéter ceux qui ont affaire au *Mouvement*. Si de plus on tient compte des liens historiques du *Mouvement* avec l'extrême-droite et les militaires sud-américains...

Comme toujours, face à la manipulation et à la désinformation, la meilleure arme est de diffuser l'information le plus largement possible. C'est pour cette raison que j'ai écrit cet article et que j'ai fait parvenir un dossier sur le *Mouvement* aux administrateurs de *Radio Panik*.

Si vous voulez en savoir plus, le dossier est disponible sur demande à la rédaction d'*Alternative Libertaire*. Je suis, de mon côté, toujours intéressé à en savoir plus sur le *Mouvement* (combien de membres en Belgique, implantation dans d'autres villes que Bruxelles...), vous pouvez pour cela me contacter en écrivant à la rédaction.

Claudio

(1) *Divergences à la commission d'enquête parlementaire : recensement ou combat ? Un centre d'information sur les sectes ?*, Martine Vandemeulebroucke, Le Soir, 8 juin 1996.
(2) Association de Défense de l'Individu et de la Famille.
(3) *Commentaire de l'ADIF sur le Rapport de la Commission d'Enquête Parlementaire de Belgique sur les sectes*, Bulles, 3ème trimestre 1997.
(4) *La Guérison de la souffrance ; Le Regard intérieur ; Le Paysage intérieur ; Humaniser la Terre*.

(5) Extrait d'une interview parue dans l'édition argentine de Playboy, n°36, p.30, mai 1988.
(6) *L 'Expérience chilienne*, Alain Labrousse, édition Combat-Seuil, 1972.
(7) *The Radical Right, a world directory*, Ciaran O'Maolin, Kessing's Reference Publications, 1987. Ouvrage américain qui recense les mouvements d'extrême droite dans le monde.
(8) *Le trouble jeu des "Humanistes" en racoleurs municipaux*, Libération, 15 mars 1995.
(9) *Les frites de McDo infiltrées par une secte*, Olivier Cyran, Charlie Hebdo, 29 juillet 1998.
(10) *Le Mouvement, agitateurs ou agités ? Réaction*, Alain Lallemand, Le Soir, 7 mars 1994.
(11) *Une secte investit les réseaux de troc*, Alain Lallemand, Le Soir, 18 septembre 1996.
(12) *Radio Panik* (105.4fm) est une des rares radios libres associatives de Bruxelles. Elle fait partie de cette première génération de radios libres, considérées comme "engagées", qui soutenaient l'importance que devait revêtir l'information sociale dans les sociétés politiques modernes. Elle est une des radios fondatrices de l'ALO, qui milita pour une libération des ondes il y a une vingtaine d'années. Tout ça pour dire que malgré la présence de *Couleurs Terre* dans sa programmation, je soutien *Radio Panik* et j'invite tous ceux qui la captent à l'écouter.

Sources citées

- **Les Sectes: état d'urgence**, CCMM, éditions Albin Michel, 1995, p.169.
- **Le "Mouvement" a toutes les caractéristiques d'une société secrète**, Bulles, 3ème trimestre 1991, (bulletin de l'UNAFDI).
- **Drôles d'humanistes**, Politis, n°34, décembre 1988.
- **La communauté et son processus de développement**, Info-Sect, n°5, mai 1989. Publie par AIS-Pro-Juventud, association de défense espagnole.
- **Les sectes créent leur propre partis politiques**, Philippe Allard, (www.geocities.com/CapitolHill/3455).
- **Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales**, 138 avenue Félix-Faure, 75015 Paris, (www.pageszoom.com/ccmm).
- **Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu**, 10 rue du Père-Julien-Dhuit, 75020 Paris.
- **Sectes, attention danger!** (www.multimania.com/tussier/home.htm).
- **Le site mondial du Mouvement Humaniste**: www.humanism.org.

Le Mouvement vu de l'intérieur

Infiltrer le *Mouvement* est un jeu d'enfant. Pour commencer, il suffit de flâner innocemment un jour d'été sur la Place de la Monnaie. Les mains en poche, l'air un peu perdu, la mèche rebelle... et le tour est joué. Une jeune femme vous accoste. Elle a un questionnaire entre les mains. Vous tutoyant dès le premier abord, elle vous lance en substance: *Es-tu heureux dans cette société?* Penses-tu qu'il faut la changer? Et es-tu prêt à le faire?. Vous répondez que oui, enfin, pourquoi pas. Et de sa voix suave, elle vous parle d'une organisation active aux quatre coins du monde et qui a pour but "d'humaniser" la société. Elle en fait partie : c'est le *Mouvement*. Vous lui demandez comment ils procèdent? *Je t'invite à boire un café, mercredi prochain...*, vous répond-elle mielleusement.

C'est comme cela que tout démarre. Une réunion, puis une seconde et une troisième... ensuite, le rythme d'une rencontre hebdomadaire s'accélère. Votre présence est requise encore un après-midi pour recruter en rue. Et une soirée pour apprendre *à mieux se connaître*. Une autre fois, c'est pour *boire un café*. Mais il y a aussi un rendez-vous pour

collecter des signatures (et surtout de l'argent) en rue, au nom d'une mystérieuse "organisation de droits de l'homme". Et il ne faut pas oublier la "réunion" du mercredi, sinon les appels téléphoniques commencent, et après trois semaines d'absence vous voilà exclu du groupe !

J'ai pu observer ce petit manège pendant trois mois, il y a de cela une dizaine d'années. Drillées comme des animatrices du Club Med, les militantes du *Mouvement* nous embarquaient peu à peu dans des espèces de thérapies de groupes où elles encourageaient chacun à exprimer sa détresse et ses problèmes les plus intimes.

Cela se passait dans un café du centre-ville. Parfois, les lumières s'éteignaient, il fallait fermer les yeux, mettre les mains sur les genoux. Et écouter des cassettes où des histoires écrites par *Silo* étaient déclamées. Des histoires à dormir debout. Racontées à la première personne, de manière à placer chaque auditeur dans la peau et dans la tête du personnage principal. Et à le faire passer par une série d'états émotionnels extrêmes (peur, chagrin, défense, enfermement, soumission,...), pour finalement lui demander d'expliquer au reste du groupe les impressions ressenties durant l'expérience.

Il ne fallait pourtant jamais longtemps, aux jeunes contestataires qui s'égaraient chaque semaine aux réunions du *Mouvement*, pour comprendre que ce n'était pas à partir de là que quoique ce soit allait changer dans ce monde.

Malgré les incessants racolages en rue, le nombre de bons militants n'augmentait pas. Seuls, restaient ceux qui étaient en détresse ou en période d'incertitude, trouvant probablement un peu de réconfort à côtoyer ces êtres étranges parlant sans cesse "d'humaniser".

Aucun lien avec le *Parti Humaniste* n'était explicite. On nous disait que le *Mouvement* était issu d'une structure complexe émanant d'Argentine et arrivée à Bruxelles via l'Espagne et la France... Structure regroupant de nombreuses autres organisations (*Parti Vert* à Marseille, *Parti Humaniste*, *Communauté pour le développement de l'être humain*, etc.) et organisée de façon pyramidale. En un mot : chaque groupe du *Mouvement* est une cellule qui doit en créer d'autres. Dès qu'on y atteint dix membres, hop, on forme un nouveau groupe et c'est reparti... Notre groupe portait d'ailleurs un nom bizarre. Quelque chose comme *XH111L*, ce qui signifiait notre inféodation à tel groupe en France et à tel autre en Argentine, et expliquait pourquoi nous étions censés verser une cotisation mensuelle à ceux-ci! On nous disait que cette merveilleuse conception organisationnelle provenait, elle aussi, de la tête de ce fameux *Silo*... Étrangement, on ne cherchait pas particulièrement à nous faire lire sa prose (pourtant abondante). Était-ce de leur part une forme de désaveu de leur propre idéologie? Ou alors y avait-il des choses à cacher aux membres, dans les écrits du "chef" ?

Bref, le *Mouvement* est peut-être une secte,

mais ce n'est pas là le pire. Le pire, c'est que personne (en ce compris la plupart de ses propres membres) ne saisit les objectifs de cette Chose artificielle. Le pire, c'est la fadeur de cette soupe fraternisante et soi-disant humaniste qui développe un espèce de christianisme non-avoué. Le pire, c'est que ce Machin louvoyant, et ondoyant perpétuellement entre plusieurs eaux, prétend changer le monde. Le pire, c'est que cette "mouvance" apparemment sans idéologie, et sous un vernis "de gauche" sans goût ni couleur, tend en réalité à faire de nous des assistants sociaux du quotidien, des missionnaires en puissance...

Gwenaël

ANNEXE

Lettre ouverte à la secte des adversaires des sectes

[Si un journaliste décrivait la bénédiction papale dans les termes habituellement utilisés à propos des sectes cela pourrait donner ceci:] Le gourou des catholiques s'est adressé à ses *adeptes* pour leur rappeler quelques-uns des *mythes* de leur *bric-à-brac* de *croyances irrationnelles*. Il leur a rappelé la nécessité d'*embrigader* leurs enfants pour faire *proliférer* le christianisme. Il avait son *déguisement* et ses *colifichets* habituels pour ce type de *mascarade* (p.11).

La pérennité millénaire des religions n'est due qu'à cet envahissement intempestif des consciences enfantines, cette violation permanente de leur liberté par une information forcée, qui est le propre de tout conditionnement, mais donc aussi sans doute de toute éducation (p.28).

La secte, comme la communauté chrismatique, le couvent, la prison, l'hôpital, la caserne, le pensionnat (et peut-être aussi certains partis ou

entreprises lorsqu'il s'agit de Disney ou MacDo) est l'une des institutions totalitaires qui prend, marque, change de nom ou immatricule, imprime dans un moule et déguise pour donner l'impression d'uniformité des corps et des esprits. Elle ôte par essence sa personnalité à l'individu, qui n'a d'intérêt et de dignité qu'en tant que membre du groupe (p.33).

En réalité, toute croyance vue de l'extérieur est loufoque et il est impossible d'établir une gradation entre les religions selon leur degré plus ou moins élevé de rationalité. L'irrationnel des religions qui nous sont proches nous échappe parce que nous y sommes habitués. Mais rappelez-vous qu'un concile de l'Église s'est longuement penché sur une question [...] : "La vierge Marie est-elle restée vierge également *pendant* son accouchement ?" [...] Nous atteignons peut-être là des sommets d'irrationnel (bien que le dogme de la trans-substanciation ou transformation du pain et vin en chair et sang *réels* de Jésus ne soit pas mal non plus!) mais nous nous permettons de rire lorsque la méditation transcendantale nous propose de changer le monde par la matière médiatrice [...] (p.65).

Je pense que les sectes ne sont encore en matière de "nocivité" que de pâles amateurs à côté des grandes multinationales des religions, dont les morts sont à comptabiliser par millions [...] (p.77, conclusion).

Anne Morelli
Lettre ouverte à la secte des adversaires des sectes
éditions Labor, Bruxelles, 1997

COMITÉS BLANCS / FABIENNE JAUPART...

Encore une mort suspecte !

La faiblesse des thèses officielles,

c'est que pour couvrir et occulter
toutes les contradictions
en provenance des faits eux-mêmes,
les versions officielles de la réalité
sont obligées de distordre
et le bon sens et la simple logique...

Écoutez cette histoire. Elle est dramatique. D'abord pour une famille de trois enfants à qui vont nos meilleures pensées.

Mardi 5 janvier. La lumière brille très tard ce soir-là, dans le commissariat de la police communale d'Auvelais. Une femme agent met un point final à un procès-verbal, qui aurait dû être rédigé dès le 18 décembre 1998. Il y a beaucoup de retard dans le service. Mais le problème est que ce PV concernait la découverte d'un cadavre, pour lequel le permis d'inhumer avait déjà été signé, et qui avait déjà été enterré au cimetière de Wanfercée-Baulet. Mais il fallait mettre les papiers en ordre avant que tout le monde, c'est-à-dire la presse n'apprenne que Fabienne Jaupart, veuve de Bruno Tagliaferro, était décédée 17 jours auparavant.

Elle a été découverte par son fils de quinze ans, venu dare-dare à la rue des Rosiers, voir pourquoi elle ne répondait pas au téléphone. C'était dans le début de soirée du 18 décembre. Elle était au premier étage, étendue à côté de son lit qui avait commencé à brûler. Le feu s'était éteint mais du méthanol avait été répandu sur la tête du lit et sur les jambes de Fabienne. De nombreuses traces de brûlures apparaissaient sur son corps. Le corps était dans l'autre sens, la tête vers les pieds du lit, entre le lit et la fenêtre. Dans la cuisine il y avait des pommes de terre prêtes à cuire, comme pour faire un repas, au moins pour deux personnes. Le médecin appelé sur place, presque en même temps que la police avait conclut... au suicide.

Soyons logique : le corps ne portait pas de traces de coups et des signes évidents d'intoxication au C02, le tueur invisible (gaz carbonique),

pouvaient être relevés. Donc Fabienne s'était suicidée en répandant du méthanol sur le lit et sur elle-même, puis regrettant son geste, le corps encore en flamme elle avait voulu ouvrir la fenêtre. Trop tard, la fumée et le gaz carbonique avaient fait leur œuvre et en la clouant sur place dans son mouvement et en l'asphyxiant. C'était tellement logique qu'une autopsie ne s'imposait nullement. L'enterrement eut donc lieu le 21 décembre 1998.

Ne rien dire à personne

Une amie de Fabienne, contactée par un membre de la BSR de Namur, qui s'inquiétait auprès d'elle de savoir si Fabienne ne lui avait rien dit, apprit ce jour-là que Fabienne était morte. On était le 6 janvier. Mais la consigne de la BSR était de surtout ne rien dire à personne. Pourquoi ? Pourquoi ne fallait-il rien dire ? Et les enquêteurs de Neufchâteau, le savaient-ils ? Eux qui s'étaient inquiétés de savoir de quoi était mort exactement le mari de Fabienne, le 5 novembre 1995, alors que la même police d'Auvelais (Sambreville) avait retrouvé son corps dans sa caravane à Keumiée ? Un médecin légiste fut appelé sur place et conclut à la crise cardiaque avec permission d'inhumer. Mais un an plus tard, suite aux déclarations de Fabienne qui prétendait que des personnages, qui étaient brusquement apparu dans l'affaire Dutroux, étaient mêlés à la mort de son mari, les enquêteurs de Neufchâteau firent exhumer le corps pour pratiquer enfin une autopsie, qui révéla un certain taux de cyanure dans le corps. Mais la version officielle fut que ce taux de cyanure était normal. Et le dossier Tagliaferro revint à Namur. Ici, il faut savoir que si le moindre lien entre l'affaire Dutroux et la mort de Bruno Tagliaferro, ou celle de Fabienne Jaupart était découvert, les dossiers seraient rendus illico à Neufchâteau. Les enquêteurs de Neufchâteau furent prévenus de la mort de Fabienne, le 22 décembre, après l'enterrement, et le procureur Bourlet en fut officiellement avisé le 4 janvier.

Fabienne avait répété maintes fois, pendant les 18 mois, après la mort de son mari, qu'elle se sentait menacée. Elle était même venue à une Assemblée du *Réseau des Comités Blancs* pour le dire à tous. Elle répétait aussi à ses amis que Bruno avait été empoisonné peu de temps

après son retour de voyage du Portugal. Bruno avait dit à Fabienne : *Il vaut mieux qu'on se sépare car l'on veut me tuer. Et tu verras, je serai tué un cinq, je ne sais pas de quel mois, mais un cinq* (il est mort dans la nuit du 5 au 6 novembre 1995).

En septembre 1996, lorsqu'elle voit à la télévision que l'inspecteur Zycot est arrêté Fabienne se rend au district de Charleroi. En passant dans la cours de la gendarmerie Fabienne reconnaît parmi les voitures saisies chez Dutroux au moins deux véhicules que Bruno avait vendu à Dutroux. Bruno était ferrailleur et débarrassait la police et la gendarmerie de Charleroi des voitures volées qu'on lui demandait de venir chercher. Elle confia plus tard à une autre amie : *Mon mari avait une voiture qu'il devait démolir. Et cette voiture avait servi à enlever des enfants*.

En octobre 1996, Fabienne avait dit à la presse *Bruno m'avait prévenue que si l'on arrêtait Zycot ;* il fallait que j'aille témoigner, parce qu'il avait mis des papiers de côté dans une valise.

Version du suicide abandonnée ?

Même si les enquêteurs pensaient que Fabienne fantasmait, il y avait dans ses déclarations suffisamment de questions pour que l'on s'interroge sur les circonstances de sa mort. Or après que la presse eût mis en doute la version officielle du suicide, cette version évolua brusquement.

On avait retrouvé dans la sacoche de Fabienne des papiers en provenance d'un homme avec qui elle avait noué une relation de toute grande confiance, après un séjour à l'hôpital de Charleroi (novembre 1998). Et cet individu était devenu un suspect. L'affaire fut mise à l'instruction début janvier. Et les premières déclarations de cet individu que l'on avait intercepté en France présentaient suffisamment de trous de mémoires, de contradictions et de mensonges, selon le Juge Comeliau, pour que l'on procède à son arrestation. Mandat d'arrêt fut donc délivré, et la version du suicide. abandonnée.

Le corps de Fabienne fut exhumé, et (enfin !) autopsié. Mais aucune trace de coups n'ayant été découverte, l'individu fut remis on liberté tout on restant inculpé. On en est là actuellement.

À vérifier simplement s'il ne s'agit pas d'un crime passionnel. Sinon il faudra bien en revenir à la version officielle du suicide au méthanol.

Le normal et l'anormal

Quant à Bruno Tagliaferro, tout est normal. Le corps en se dégradant produit du cyanure. Vous ne le saviez pas ? C'est tellement normal que toutes les autopsies, en Belgique, devraient le mentionner : *nous avons constaté un certain taux de cyanure, mais c'est normal, puisque tout cadavre en produit*. En fait c'est tellement banal qu'aucun rapport d'autopsie ne porte cette mention. Donc ce qui est anormal, c'est que tout d'un coup, un rapport d'autopsie signale un taux normal de cyanure. Tellement normal que lorsque les enquêteurs de Neufchâteau ont envoyé des échantillons aux États-Unis pour analyse, les experts américains ont trouvé que ce taux était anormal.

La capacité à distinguer, par le bon sens et la simple logique, non le vrai du faux, mais *le normal* de *l'anormal* est une des conditions de la survie de l'esprit de vigilance des citoyens. Et le seul moyen de détecter les fondements, finalement fragiles, des réalités construites pour en cacher d'autres.

Comités Blancs
73 rue de Flandre, 1000 Bxl

AFFAIRE DUTROUX / RÉSEAUX ET PROTECTIONS

Pourquoi il faut écouter Régina Louf

À l'encontre de l'opinion la plus répandue selon laquelle elle est une folle ou une agitatrice, le psychiatre Marc Reisinger s'est engagé dans la défense de Regina Louf. Pourquoi ? C'est ce qu'il essaie inlassablement d'expliquer, jusque dans la postface du livre où elle publie ses mémoires.

L'affaire Dutroux, depuis qu'elle a éclaté au grand jour, a été l'occasion d'une livraison régulière d'ouvrages qui tentent d'apporter leur éclairage sur tel ou tel aspect de la problématique. Maltraitance d'enfants et crise de la justice, guerre des polices ou capacité d'une société démocratique à bien gérer ses faits-divers, entre le secret de l'instruction, les droits de la défense et la protection des victimes... alimentent la réflexion de journalistes et d'intellectuels. Et voici que l'un des témoins de Neufchâteau dans la thèse d'un réseau de pédophilie, Regina Louf, alias X1, a elle aussi pris la plume. Dans *Silence on tue des enfants* !, elle raconte le long calvaire de son enfance et de son adolescence, prostituée dès son plus jeune âge par sa grand-mère puis par un ami de ses parents, et poursuit en décrivant l'enquête qui a tourné autour de sa déposition, et l'extraordinaire campagne de dénigrement dont elle-même fait l'objet depuis plus d'un an.

Ni folle, ni mythomane concluent les médecins

Face à ce livre, il ne s'agit certainement pas de se positionner en sceptique ou en convaincu avant de l'avoir lu. Car, pour insoutenable qu'il soit parfois, il donne à comprendre de l'intérieur les mécanismes qui permettent à des adultes pervers d'installer et de maintenir leur domination sur des enfants, et le processus qui permet à des victimes de résister à une souffrance inhumaine. Or, si le discours ambiant fait de Regina une folle et une affabulatrice, c'est totalement à l'encontre de l'expertise rendue en septembre 97 par un collège de psychiatres menés par le Pr Igodt, de la KUL, à la demande de Neufchâteau. Pour eux, cela ne fait aucun doute, vraiment *elle a été traumatisée par des abus sexuels massifs* mais grâce à une thérapie qui a duré des années, elle a retrouvé un équilibre. *Le témoin peut donc être utilisé comme un élément de l'enquête*,concluent-ils, ajoutant que son témoignage seul ne

peut être considéré comme une preuve en soi. Sauf à être confirmé par une source indépendante.

Le Dr Marc Reisinger est comme tout le monde. Dès qu'il en entend parler, ce récit de X1 le choque, lui semble inimaginable. Mais ce n'est pas parce que ce qu'elle décrit est incroyable qu'elle l'a inventé, ni parce que c'est révoltant qu'elle est une agitatrice, comme on l'a lu par ailleurs. A ses yeux, face au dilemme qu'inspire le témoignage de Regina, la seule attitude valable est d'écouter et de chercher à s'informer. C'est pourquoi lui a continué à se renseigner. Et que constate-t-il ? Qu'il existe un hiatus de plus en plus grand entre les faits décrits par la jeune femme et le discours tenu à son propos. Or, *il peut être raisonnable de se fier à l'opinion générale dans des matières que l'on connaît mal,* dit-il ; *par contre, lorsqu'on approfondit un sujet, il ne faut pas se soumettre aux idées reçues, mais en revenir à un questionnement inlassable. C'est le fondement même de la pensée rationnelle, avec Platon qui distinguait l'opinion (doxa) du savoir (scientia). Et lorsqu'elle s'avère non fondée, il faut pouvoir défier l'opinion*.

C'est pourquoi, au moment où la presse se met à vilipender Regina Louf sans autrement relayer les déclarations qu'elle a faites, Reisinger souhaite ramener un peu de raison dans le débat. Avec d'autres, il crée une ASBL dont l'objet est de faire connaître la gravité des événements qu'elle décrit et de surtout mettre en évidence les questions en suspens, qui s'accumulent de manière qu'il juge malsaine. Mais en fait de débat, l'on parla alors de volonté de déstabiliser la justice, et la controverse prit l'allure d'une véritable chasse aux sorcières.

Lire, et penser tout seul

Depuis, Regina Louf a publié son livre, qui parle pour elle-même, et Marc Reisinger l'a postfacé. Le moins que l'on puisse faire n'est-il pas de les écouter, et d'accepter la confrontation avec un récit aussi pudique, quoi qu'on en dise, qu'il était possible, plutôt que de s'en remettre au jugement des autres, au risque de cautionner l'instauration d'une pensée unique... Ces pages, comme le dit le Pr Léon Schwartzenberg, *sont autre chose qu'un livre* : c'est un cri maintes fois répété qui aurait envie d'être un hurlement pour la terre entière et qui, devant la surdité

du monde, devient un gémissement, une longue plainte solitaire, des sanglots, des pleurs qui finissent par s'assécher, tant ce que vit cette petite fille est au-delà des larmes.

Véronique Kirszbaum
Repris du *Le Journal du Médecin* - 18 décembre 1998

Silence on tue des enfants ! par Regina Louf, préface de Léon Schwartzenberg, postface de Marc Reisinger, aux Editions Mols, collection Pour la vérité, 318 pages.

ANARCHISME - PARUTION

Réfraction n°3

Lectures cosmopolites, c'est le thème du troisième numéro de **Réfractions**, l'excellente revue de recherches et d'expressions anarchistes. Présentation.

La littérature, c'est bien connu, aide à vivre. Nous étions quelques-uns, convaincus qu'elle aide aussi à comprendre et à changer la vie, à rêver les mondes possibles. Encore fallait-il trouver les auteurs et les textes qui puissent attester l'hypothèse ; encore fallait-il se mettre à la recherche du livre dont l'anarchisme est le héros.

Pour ce numéro, nous sommes partis feuilleter le vaste monde.

Nous avons flâné parmi les époques et les genres. Henry David Thoreau, l'ermite radical, nous a ouvert sa cabane. Oscar Panizza, moqueur mais ignorant qu'il y échouerait, nous a entrouvert les portes de l'asile. Nous découvrons un jeune Franz Kafka, ami des anarchistes de Prague, et l'enthousiasme libertaire du jeune Ba Jin, dans une traduction inédite. Victor Serge, Janis Bogdanow, Upton Sinclair et Ramon Sender nous

rappellent des épisodes classiques de l'histoire de l'anarchisme. Nous partageons les frasques et les angoisses existentielles de Caleb Williams, ou celles de William Godwin, son créateur... Passent aussi le banquier anarchiste de Fernando Pessoa, les aventuriers boucanés de Bernard Traven (là encore dans une traduction inédite) et les trappeurs aussi aimables que baroques de Jorn Riel. Et Jehan Mayoux nous offre, au milieu de tant de merveilles, *tout un château, ses escaliers de fougère volante, ses cheminées de feuilles sèches...*

En cours de route, nous avons vu s'ouvrir de nouveaux chemins, qui pourront être explorés plus tard. La flânerie a été propice à la réflexion. Nous sommes revenus, bouquins sous le bras, par petites étapes. Tant de questions restent ouvertes !

L'anarchisme peut-il faire de la grande littérature ? En d'autres termes, littérature et idéologie peuvent-elles se féconder l'une l'autre ? Ou encore, les bonnes intentions ne garantissent jamais les bonnes histoires.

Et l'anarchisme sait-il parler du monde contemporain ? Dans ce numéro, peu de romanciers vivants ; ceux dont il est question sont des écrivains de d'ailleurs, Paco Ignacio Taibo II avec son Mexique plus exotique qu'au naturel, Ursula Le Guin avec son système galactique plus familier qu'on ne pourrait rêver. Aussi avons-nous, par exemple, choisi de traduire de l'américain Paul Goodman qui écrivit et pensa pour maintenant, ou de brocarder affectueusement le brio littéraire des situationnistes.

Flâne, lecteur, le vieux monde est peut-être derrière toi...

Réfractions
N°3, 80ff
Disponible chez *les Amis de Réfractions*
BP 33, 69571 Dardilly cedex.

SYNTÈSE

Services publics

Libertaire, Égalitaire, Fraternitaire !

Transports, santé, logement, éducation, culture, système bancaire... Malgré le bourrage de crâne libéral, la notion de service public (parce qu'elle est porteuse d'égalité sociale), est au cœur des luttes qui secouent la France, de novembre-décembre 1995 aux lycéens de 1998. Les discussions (théoriques) ne nous intéressent que si elles trouvent une concrétisation dans des pratiques libertaires, et justement pour la très grande majorité des citoyens, le service aux publics c'est l'égalité économique et l'entraide sociale au quotidien.

Qu'est-ce qu'un service public ? La différence - pour nous - entre la notion d'État et de service public est fondamentale. Entreprises nationalisées, administrations d'État, entreprises privées, etc., ce n'est pas la qualité du "propriétaire" qui nous importe (capitaux privés ou d'État), mais bien la fonction d'utilité sociale pour la population qui est déterminante (dans le cadre d'une société libertaire ou non). Ainsi, si nous combattons la privatisation ou l'introduction du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services. Nous prônons la socialisation des moyens de production, donc du secteur public. Par *privatisation*, nous n'entendons pas uniquement *changement de propriétaire*. Un service peut toujours être détenu par l'État (ou une collectivité locale) et se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée : faire des profits, c'est-à-dire mettre en avant la rentabilité financière sous couvert de modernisation. Ce n'est plus un cas d'école, mais la réalité. Dans une civilisation qui se dit évoluée, les services **aux** publics sont un droit inaliénable, donc : **non** marchand, d'accès libre, universel, ils garantissent l'égalité des citoyen(ne)s et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société : l'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications. De nouveaux champs sont aussi

en train d'apparaître : la gestion de la ville (au sens large), des ressources naturelles, la distribution alimentaire, de l'énergie, etc.

L'égalité c'est la gratuité. À la question, *quelle serait la revendication immédiate qui permettrait de donner (voire de re-donner) un sens libertaire au service public* ? La réponse est rapide et claire : **la gratuité**. Les anarchistes le disent depuis le début, il n'y a pas de liberté pour les individus sans égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité sociale. Or, dans le cadre du système capitaliste, la gratuité est la seule garantie d'égalité sociale. Seulement tout a un coût. Le rôle du service public est donc de socialiser ces coûts au bénéfice de ceux qui ne peuvent payer. À nous d'imposer aux bénéficiaires du capitalisme (les entreprises) qu'ils payent pour **tous** les usagers.

Question de vocabulaire. Le *service public*, c'est les transports pour tous, le *service aux publics*, c'est les transports **gratuits** pour tous, le *service d'utilité sociale*, c'est les transports gratuits et au service des usagers, pas des patrons. Derrière les mots, il n'y a pas que des querelles sémantiques. À la libération, le capitalisme avait besoin pour se reconstruire de s'appuyer sur un socle économique fort capable de *tirer* l'activité des entreprises et de favoriser la reconstruction. Par ailleurs, la pression populaires et les risques d'explosion sociale ont forcé le capitalisme et l'État à lâcher du lest. Aujourd'hui, le rapport de force s'est inversé. Les socialistes "démocrates", autoritaires, marxistes et autres sectes du *capitalisme d'État* se lamentent sur la disparition progressive de l'État, c'est une erreur. L'État se recentre, il lègue au capitalisme toutes ses activités lucratives qui concurrencent leurs entreprises et se renforce sur toute son activité régalienne (police, armée, justice, réglementation, législatif, etc.). Ce qui est vrai pour les pays dit "riches", l'est encore plus pour les pays dits "sous-développés" où ce sont les services publics qui disparaissent, mais ni l'armée, ni la police. Ce qui est remis en cause c'est le service public, parce qu'il est garant d'une certaine *égalité sociale*. L'État se chargeant de mettre en place une politique humanitaire afin de gommer les injustices les plus *visibles* et les plus inacceptables par la population. Pour sauver le service **aux** publics, il faut le débarrasser des politiciens

(de l'État) et de la logique de rentabilité financière, donc du capitalisme. Sous prétexte de modernisation, les dirigeants des services publics tentent des opérations marketings vers les clients-usagers. Ils parlent *d'écoute du client* mais ne prennent en compte que les consommateurs rentables. Le fait de transformer les usagers en *clients* n'est pas une simple clause de style, elle permet d'imposer la rentabilité financière, elle favorise nettement les entreprises, fait payer le citoyen et impose aux salariés une remise en cause des conditions de travail.

Notre projet est de mettre le citoyen au centre des préoccupations du secteur public afin de définir son action en fonction de **nos** besoins et non de ceux du capitalisme ou de l'État.

Fédération Anarchiste
145 rue Amelot, 75011 Paris

INCREVABLES ANARCHISTES

Cela fait plus d'un siècle que *Le Libertaire* et *Le Monde Libertaire* tirent à vue sur tous les intolérables et s'efforcent de promouvoir l'idéal d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État, sans curé, sans militaire, sans commis-saire du peuple, sans sexisme... et sans exploitation ou oppression de quelque ordre que ce soit.

Cela fait plus d'un siècle qu'ils dénoncent, attaquent, décortiquent,

expliquent, interpellent... et passent la révolte au tamis de l'espoir d'une véritable révolution sociale.

La grande saga de ces increvables anarchistes, de leurs foutues idées de liberté, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et de leur rage de les mettre en application tout de suite, ici et maintenant, y brille donc en lettres de feu et il nous a semblé utile d'en extraire les meilleurs textes.

Éditée à l'initiative du Groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste francophone, ces brochures retracent l'histoire et les histoires du mouvement anarchiste. Elle s'inscrit dans une série qui, de la Première Internationale aux luttes actuelles, en passant par la Commune de Paris, la propagande par le fait, le syndicalisme révolutionnaire, Kronstadt, la Maknovtchina, l'Espagne libertaire, Mai 68... nous brosse une fresque gigantesque de la seule aventure qui vaille : celle qui consiste à faire d'un autre futur... un autre présent !

- Tome 1 - Des origines à 1914...
- Tome 2 - Des origines à 1914...
- Tome 3 - de 1914 aux années 30...
- Tome 4
- Tome 5
- Tome 6 - La Révolution espagnole de 1936
- Tome 7
- Tome 8 - Avec un A comme dans Culture
- Tome 9 - Lendemains ede "grand soir

Toutes ces brochures sont disponibles par correspondance
(52 pages A5 - 100 Fb ou 20 Ff)
en envoyant un chèque à l'ordre de
Roger Noël

Les Colombiers - Route de la Cotinière
17310 St Pierre d'Oléron - France